

«Les Algériens conscients des dangers qui pèsent sur le pays»

● Cimetière d'El Alia/Bouteflika se recueille à la mémoire des martyrs



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3401 - Dimanche 2 novembre 2014 - Prix : 10 DA

Initiée par la société MartiMétal
La première usine de
charpente métallique
tubulaire est née

Page 4



Entretien accordé par le ministre de la Communication à TSA

La riposte par l'éthique de Hamid Grine

Page 5

CNTLD la révolutionnaire

Par Mohamed Habili

Le problème de l'opposition en Algérie, mais davantage encore pour celle qui s'est rassemblée sous le nom de CNTLD, c'est qu'elle n'en est pas une au sens ordinaire du terme. Sans doute ne peut-on mettre en doute son désir de se substituer aux gouvernants actuels pour instaurer un nouvel ordre politique, le sien, qu'elle-même définit comme démocratique, mais qui dans la pratique peut très bien se révéler une forme inusitée de totalitarisme. C'est même là la seule chose qu'on ne puisse lui dénier : qu'elle veuille renverser le pouvoir incarné dans la personne de Bouteflika. On peut contester sa représentativité, considérer même que celle-ci ne doit pas être loin de zéro, avec de plus beaucoup de chance d'être dans le vrai, mais on ne peut nier qu'elle veuille de toutes ses forces hâter ce qu'elle-même appelle le changement, et que d'autres ne sont pas moins fondés qu'elle à nommer aventurisme, saut dans l'inconnu, ou plus simplement, vaine incantation. Une opposition au sens traditionnel du terme n'est pas extérieure à l'ordre établi, au système comme on aime dire chez nous ; elle l'est si peu qu'elle en constitue une partie, aujourd'hui en dehors de la sphère du pouvoir, mais en mesure d'y accéder et par la grande porte dès les prochaines élections. Cette position d'extériorité de la CNTLD en tant que telle est caractéristique d'une organisation à vocation révolutionnaire. Il n'est pas évident que toutes ses composantes soient conscientes qu'elles sont depuis maintenant de longues semaines dans une posture typiquement révolutionnaire.

Suite en page 3

Le lieutenant-colonel Zida s'impose pour la transition

Le président Compaoré renversé par la pression populaire



Lire page 2

Ph > D. R.

Au lendemain de la démission, sous la pression, du président Blaise Compaoré, le Burkina Faso a connu une situation confuse et incertaine qui menace la stabilité de ce pays de l'Afrique de l'Ouest. L'armée a désigné, hier, le lieutenant-colonel Isaac Zida pour conduire le régime de transition.

6^e édition du Festival international du théâtre de Béjaïa

Le coup d'envoi avec danse et musique sur un cargo

Page 13

Vente-dédicace des «Mémoires du général-major Hocine Ben Maalem»

Le public au rendez-vous



Page 24

Le lieutenant-colonel Zida s'impose pour la transition

Le président Compaoré renversé par la pression populaire

■ Au lendemain de la démission, sous la pression, du président Blaise Compaoré, le Burkina Faso a connu une situation confuse et incertaine qui menace la stabilité de ce pays de l'Afrique de l'Ouest. L'armée a désigné hier, le lieutenant-colonel Isaac Zida pour conduire le régime de transition.

Par Ahcene Hadjam

L'armée a désigné hier, le lieutenant-colonel Isaac Zida pour conduire le régime de transition au Burkina Faso après la chute du président Blaise Compaoré, selon un communiqué publié à l'issue d'une réunion des hauts gradés à l'état-major à Ouagadougou.

«Le lieutenant-colonel Isaac Zida a été retenu à l'unanimité pour conduire la période de transition ouverte après le départ du président Compaoré» par «la haute hiérarchie (militaire), après concertation à l'état-major des armées», selon ce communiqué signé par le chef d'état-major, le général Nabéré Honoré Traoré, qui brigait aussi le pouvoir. Les deux hommes (le général Nabéré Honoré Traoré et le lieutenant-colonel Zida), avaient déclaré vendredi assumer les responsabilités de «chef de l'Etat». Mais le lieutenant-colonel Zida, le numéro 2 de la garde présidentielle, semblait avoir pris l'initiative samedi sur son rival, impopulaire car jugé trop proche de Compaoré. Zida avait annoncé dans la nuit de vendredi à samedi qu'il rencontrerait le général Traoré et la hiérarchie militaire, puis les partis politiques et la société civile ce samedi. La Constitution burkinabè prévoit

que le président de l'Assemblée nationale assure l'intérim en cas de «vacance» du pouvoir, mais le lieutenant-colonel Zida a dit l'avoir suspendue. L'ex-président Compaoré se trouvait hier à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, où il s'est installé la veille au soir dans une résidence d'Etat pour les hôtes étrangers.

L'opposition espère une entente au sein de l'armée

Le chef de l'opposition burkinabè Zéphirin Diabré, qui ne s'est pas ouvertement positionné, a espéré que les deux factions militaires qui ont revendiqué le pouvoir parviendront à «s'entendre». Diabré a indiqué que «c'est à eux (militaires, Ndlr) de s'organiser. J'espère qu'ils vont s'entendre». «On s'attend à ce que l'armée nous dise ce qu'elle compte faire de la transition, nous leur dirons ce que nous pensons», a ajouté Diabré, espérant que cette transition vers un régime civil durerait moins d'un an. Se disant «satisfait» de la démission du président Compaoré, le chef de l'opposition a observé qu'il restait beaucoup de «challenges» pour «reconstruire le pays». La France, les Etats-Unis, et l'Union européenne ont exprimé leur attachement à une transition



conforme à la légalité constitutionnelle. Le Burkina Faso n'a connu qu'un seul président ces 27 dernières années. Blaise Compaoré, arrivé en 1987 au pouvoir par un coup d'Etat, avait ensuite effectué deux septennats et s'appropriait à achever son deuxième quinquennat. Sa volonté de réviser la Constitution pour lui permettre d'être candidat à la présidentielle de 2015 l'a finalement perdu : les manifestations de mardi ont amené des centaines de milliers de personnes dans les rues de la capi-

tales. Le maintien du vote jeudi au Parlement pour modifier la Loi fondamentale et lui permettre de garder le pouvoir a embrasé le Burkina Faso (Assemblée nationale incendiée, télévision publique prise d'assaut, violences en province, appels à la démission du président). Blaise Compaoré a finalement dû démissionner un an avant l'échéance de son dernier mandat. «Dans le souci de préserver les acquis démocratiques, ainsi que la paix sociale (...), je déclare la vacance du pouvoir en vue

de permettre la mise en place d'une transition», a-t-il déclaré dans un communiqué vendredi à la mi-journée. L'ex-chef de l'Etat se trouve «dans un lieu sûr» et son intégrité «physique et morale» est «assurée», a fait savoir le colonel Zida. Selon l'AFP, qui cite des témoins et une source sécuritaire qu'elle n'a pas identifiée, Compaoré se trouvait samedi à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, où il s'est installé la veille au soir dans une résidence d'Etat pour les hôtes étrangers.

A. H./APS

Célébration du 1^{er} Novembre

Emouvante soirée à Alger

C'est en présence de près de quinze mille personnes que le 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale a été célébré dans la nuit de vendredi à samedi à Alger-Centre, lors d'un émouvant concert de musique, suivi de la levée du drapeau national. Les tribunes installées à l'intention des invités de la wilaya, notamment des familles et des anciens moudjahidine venus des quatre coins du pays, étaient insuffisantes pour accueillir des milliers de personnes venues à la place de la Grande Poste assister à cette cérémonie commémorative du 1^{er} Novembre 1954. Aux habitants de plusieurs quartiers du centre-ville de la capitale s'étaient joints des jeunes de la wilaya de Sétif, qui avaient marqué une halte à Alger avant de poursuivre leur chemin vers Blida pour assister samedi soir à la finale de la Ligue des champions d'Afrique de football entre l'ES Sétif et Vita Club du Congo. Après un concert de trois heures animé par le groupe «Farda» de Béchar, la chanteuse oranaise Lili Soltane, Boualem Chaker, Hocine Lasnami et Abdelkader

Chaou, le public, des jeunes en majorité, a tenu à assister à la levée du drapeau national et à l'exécution de l'hymne national par la fanfare de la Protection civile assisté par un groupe d'enfants scouts. La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Zohra Dardouri, accompagnée du wali d'Alger Abdelkader Zoukh, ont rejoint les lieux quelques minutes avant minuit pour participer avec le public à la levée des couleurs nationales, en hommage aux valeureux chouhada et moudjahidine qui ont arraché l'indépendance par la lutte armée. L'endroit était noir de monde. Les tirs de baroud, les airs de fanfares et les jeux de lumières, qui n'ont pas cessé tout au long de la cérémonie, étaient accueillis par les jeunes aux cris de «Bab El Oued chouhada» et «One, two, three, viva l'Algérie». La projection en 3D sur la guerre de Libération nationale a été manifestement le clou de la soirée. Ses initiateurs ont fait preuve de beaucoup d'imagination: grâce à un jeu d'images dont la façade principale du bâtiment de la Grande Poste a été l'arrière-

plan, ils ont réussi à résumer les grandes phases de la Révolution. La projection a attiré toute l'attention du public au point où des cris de panique ont été entendus quand le défilé d'images a simulé l'effondrement du bâtiment, faisant allusion au déclenchement de la guerre d'indépendance qui a

brisé le système colonial. Les moudjahidine invités à la cérémonie estimaient qu'ils avaient accompli leur devoir en participant à la Révolution, tout en se disant confiants quant aux capacités des jeunes générations à prendre leur destin en main et à œuvrer à l'édification du pays et à son développement. Comme

la wilaya d'Alger a été choisie pour abriter la cérémonie officielle de célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la Révolution, un défilé sera organisé ce samedi de la Place du 1^{er} Mai de Sidi M'hamed à la Place des Martyrs dans la Basse-Casbah.

Salim B./APS

Tizi Ouzou

Inauguration de la stèle érigée à la mémoire des journalistes

LA STELE érigée à la mémoire des journalistes assassinés par les terroristes à la cité 20-Août de la ville de Tizi Ouzou a été inaugurée dans la soirée du vendredi par le maire Ouahab Ait Menguelet, du vice-président de l'Assemblée populaire de wilaya Mohamed Klalèche, du wali Abdelkader Bouazeghi et du président de l'Association des journalistes et correspondants de la wilaya de Tizi Ouzou (AJCTO) en présence d'une foule nombreuse. La stèle en question longtemps laissée à l'abandon a été réhabilitée et refaite par la mairie et l'AJCTO. Elle est devenue plus symbolique et significative et surtout plus imposante au niveau de son lieu d'implantation. Alors que toute l'esplanade qui l'abrite portera désormais le nom de la liberté d'expression et de la presse. L'inauguration a eu lieu dans le cadre des festivités commémoratives du 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale qui ont marqué la soirée du vendredi à samedi la capitale du Djurdjura. Un programme riche et varié en animation et en baptisation des espaces publics a été concocté pour la circonstance. Alors que le théâtre Kateb Yacine a abrité un programme d'animation artistique et d'hommages aux martyrs. Durant la même soirée, les autorités locales ont également inauguré le nouveau service de l'état civil de la mairie de Tizi Ouzou qui a été réhabilité et modernisé.



Hamid Messir

Message de Bouteflika à l'occasion du 1^{er} Novembre

«Les Algériens conscients des dangers qui pèsent sur le pays»

■ Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a affirmé que les Algériens sont conscients des dangers qui pèsent sur le pays et la région, et n'hésiteront pas à se dresser contre toute velléité d'attenter à son unité et à ses constantes.



Par Nacera Chennafi

Le 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de la Libération nationale a été l'occasion pour le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de s'adresser au peuple algérien à travers un message écrit. Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a affirmé que les Algériens sont conscients des dangers qui pèsent sur le pays et la région, et n'hésiteront pas à se dresser contre toute velléité d'attenter à son unité et à ses constantes.

Dans sa lettre, le président a affirmé que forgé par les expériences et les épreuves qu'il a endurées, le peuple algérien est «conscient des dangers qui pèsent sur le pays et sur la région» et n'hésitera pas à se dresser contre toute velléité d'attenter à son unité et à ses constantes. Le président s'est montré rassuré que le peuple

algérien repoussera toute «menace à sa sécurité et sa stabilité», ajoutant que ce dernier «poursuivra infailliblement sa marche sur la voie du développement et du progrès en œuvrant à la mise en place des règles d'une démocratie véritable, d'une justice globale et d'un développement durable qui renforceront son immunité».

Pour le chef de l'Etat, le peuple algérien a livré un modèle de résistance qui balisera la voie de la libération aux populations opprimées dans les quatre coins du monde, estimant qu'«il n'est d'autre enseignement plus édifiant dont nous pourrions nous inspirer pour pouvoir nous tourner vers l'avenir», un avenir qu'il voit «prospère où le développement connaîtra son plein essor et où les réalisations et acquis seront préservés». A ce propos, il ajoutera que cet objectif sera atteint par «la consécration du sens du sacrifice pour une Algérie sûre, unie, souveraine et forte». Dans ce cadre, il

rappellera le contexte régional marqué par «un bouleversement des valeurs et dans lequel la discordance a frappé bien des nations et des peuples en proie aujourd'hui à la division et au déchirement».

Le Président Bouteflika rappellera aussi que «le combat libérateur est intervenu après des décennies d'un colonialisme qui a manié le sceptre de fer d'un despotisme sauvage, sans précédent, confisquant à ce peuple toute dignité et tout repère spirituel et matériel, pour se convaincre de sa mainmise définitive sur l'Algérie et sur ses richesses». A ce propos, il ajoutera qu'une «poignée d'hommes ont décidé de changer le cours de l'histoire, après que les mouvements politiques, toutes tendances confondues, eurent épuisé tous les moyens de lutte». «Le peuple algérien a ouvert une page glorieuse de son histoire, chargée des hauts faits de guerre et des sacrifices suprêmes de ses valeureux enfants pour la liberté», lit-on dans le message rapporté par l'APS. Le Président Bouteflika a affirmé que «la Révolution était l'événement qui a transcendé l'impossible, différenciant deux époques que seules la volonté et la détermination d'une poignée d'hommes

issus d'un peuple résolument décidé à recouvrer sa liberté et sa souveraineté rapprochaient». Il est à noter que le Président Bouteflika s'est recueilli hier matin au carré des martyrs du cimetière d'El Alia à Alger, à la mémoire des martyrs de la glorieuse guerre de Libération nationale, déclenchée le 1^{er} novembre 1954, dont le peuple algérien célèbre le 60^e anniversaire.

Il faut savoir que le 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale intervient dans un contexte de stabilité régionale et une agitation politique interne avec la multiplication d'initiatives politiques sans qu'il n'y est un consensus autour d'elles, à savoir la révision de la Constitution, l'appel à une transition démocratique et la reconstruction du consensus national.

Face à cette situation, les Algériens espèrent un avenir meilleur, notamment en matière de développement économique, paix et justice, car si une poignée d'hommes a pu déclencher la guerre de Libération nationale contre une puissance coloniale mondiale, le défi actuel est la construction d'un pays fort après 50 ans d'indépendance.

N. C.

Cimetière d'El Alia Bouteflika se recueille à la mémoire des martyrs

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'est recueilli hier matin au carré des martyrs du cimetière d'El Alia à Alger, à la mémoire des martyrs de la glorieuse guerre de Libération nationale, déclenchée le 1^{er} novembre 1954, dont le peuple algérien célèbre le 60^e anniversaire. Après avoir salué un détachement de la Garde républicaine qui lui a rendu les honneurs, le Président Bouteflika a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et récité la Fatiha du saint Coran à la mémoire des chouhada, avant d'embrasser l'emblème national. Etaient présents à cette cérémonie, le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, le président de l'Assemblée populaire nationale, Mohamed Larbi Ould Khelifa, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci et le général de corps d'armée, Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP).

R. N.

Criminalisation du colonialisme Ennahda déterre son projet

La criminalisation du colonialisme dont certains partis politiques à l'image du FLN et Ennahda en ont fait leur cheval de bataille, est remise au goût du jour à l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de la commémoration du déclenchement de la Révolution. Le mouvement Ennahda qui avait emboîté le pas au FLN, relance son projet de loi portant criminalisation du colonialisme. Le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, a appelé depuis Constantine, à la relance du projet de loi portant criminalisation du colonialisme. S'exprimant au cours d'une rencontre organisée à l'occasion du 40^e anniversaire de la création de son parti, Douibi a précisé que l'avant-projet de cette loi avait été «parrainé par 150 parlementaires» avant qu'«une volonté malveillante de l'extérieur du pays ne le fasse avorter». Il est «impératif», a-t-il ajouté, qu'à la veille de la commémoration du 60^e anniversaire du déclenchement de la Révolution, de relancer ce projet de loi, d'autant que la classe politique est aujourd'hui, selon lui, «en mesure de faire abou-

tir la loi criminalisant le colonialisme». Affirmant que le pays vit au rythme des «crises multiples» et des «grands défis», le secrétaire général d'Ennahda a soutenu que l'opposition, qui «existe bel et bien», a «une vision claire et unifiée» quant à l'avenir du pays. Il a exhorté, dans ce contexte, «le pouvoir à réagir positivement à la demande de l'opposition quant à un consensus réel et une concertation efficiente». Douibi a indiqué, en évoquant le parcours de son parti politique tout au long des quarante dernières années, que le Mouvement Ennahda a toujours adopté des positions «claires et intransigeantes». «Ennahda était à l'origine de plusieurs projets d'unification des rangs des Algériens», a-t-il soutenu dans ce contexte, citant «le projet de réconciliation nationale présenté par le mouvement en mai 1992». Sur un autre registre, Douibi a jugé «impérieux» de faire face au «complot ourdi contre la Palestine à travers les tentatives de judaïsation d'El Qods et de ses lieux saints». Il a appelé le peuple algérien à «faire échouer le projet d'expansion

zioniste», avant de réitérer le soutien indéfectible de son mouvement à la cause palestinienne. La célébration du 40^e anniversaire du Mouvement Ennahda a été marquée par la présence de plusieurs représentants de partis politiques. En 2011, l'Alliance présidentielle a tenu une conférence qui coïncide avec la fête du 19 mars, anniversaire du cessez-le-feu de 1962, à laquelle ont participé de nombreuses personnalités politiques dont Abdelaziz Belkhadem (FLN), Bouguerra Soltani (MSP), et Ahmed Ouyahia (RND). Initiée par le FLN, la loi criminalisant le colonialisme a recueilli le soutien de plus d'une centaine de députés. Mais son issue reste incertaine. L'ancien président de l'APN, Abdelaziz Ziari (FLN) avait indiqué que «le projet de loi portant sur la criminalisation du colonialisme n'est pas inscrit à l'ordre du jour de la session de printemps de 2011 ni probablement pour la session qui suit (session d'automne de 2011, ndlr)», liant cette décision à des considérations diplomatiques, internationales et juridiques.

Yazid M.

LA QUESTION DU JOUR

CNTLD la révolutionnaire

suite de la page Une

Il en est qui sûrement s'imaginent ne rien faire de répréhensible qui puisse leur valoir ce titre de révolutionnaire. Et il est vrai qu'intrinsèquement ils n'en ont guère le profil. Mais enfin, quand quelqu'un n'arrête pas de dire que son but est de faire partir le régime pour instaurer quelque chose d'autre à sa place, on voit mal quel autre nom lui donner. Qu'il s'assume, sinon pour ce qu'il est du moins pour ce qu'il fait. Ou plus exactement pour ce qu'il espère que ça se fasse, à la limite avec ou sans lui, pourvu que ce soit dans tous les cas pour lui. La CNTLD justifie la peine qu'elle se donne parce qu'elle considère comme le trait caractéristique du régime en place : son illégitimité. Il est bien évident qu'on ne peut être que révolutionnaire quand on estime avoir affaire à un pouvoir illégitime. Ali Benflis n'arrête pas de le dire sur tous les tons. Et pour cause, il est certain que c'est lui que les électeurs ont élu en avril 2014. Et déjà lui qu'ils avaient choisi lorsqu'il avait demandé leurs suffrages pour la première fois, en 2005. Par deux fois il affirme avoir été élu, et par deux fois avoir été spolié d'une victoire franche. Au sein de la CNTLD, il doit être le seul à professer cet article de foi. Or la conjoncture est plus que favorable, du moins à ce qui se dit du côté de nos révolutionnaires malgré eux. En effet, non seulement le pouvoir serait illégitime, mais il serait vacant, Bouteflika étant d'après eux trop mal en point pour pouvoir en assumer les charges. Un pouvoir à la fois illégitime et en vacance, l'occasion n'est pas du genre à se présenter une deuxième fois. C'est le moment ou jamais de s'en saisir, en tout cas pour des gens soucieux de mettre leurs actes en conformité avec leurs paroles. La CNTLD a formellement constaté la vacance du pouvoir. Le fauteuil de président serait vide, ou alors occupé par quelqu'un d'autre. Qu'attend-elle pour agir dans ces conditions ? Serait-ce la peur de trahir sa propre illégitimité, en se découvrant seule lancée à l'assaut d'El Mouradia ? Serait-ce qu'en réalité elle est bien plus légaliste qu'elle veut l'admettre ? Et qu'elle se dise qu'un pouvoir vacant, eh bien, c'est un pouvoir qui n'en a plus pour longtemps, et qu'il suffit de s'armer d'un peu de patience pour le voir de lui-même vous tomber dans les mains.

M. H.

Initiée par la société MartiMétal

La première usine de charpente métallique tubulaire est née

■ Le coup d'envoi pour la réalisation d'une usine de fabrication de profilés d'acier tubulaire et une unité de préfabriqué en béton a été donné jeudi dernier avec la pose de la première pierre par Abdelkader Kadi, ministre des Travaux publics, Hacem Yahy, P-DG de Batimétal immobilière, Belmiro Torres Couto, directeur général de MartiMétal, ainsi que Hocine Mazouz, wali de Batna.

Par Lynda Naili Bourebrab

Quelques semaines après la naissance de MartiMétal, une société mixte algéro-portugaise, filiale à hauteur de 51% du groupe Batimetal et à 49% de la société portugaise Martifer Construction, première en Algérie à produire la charpente tubulaire tridimensionnelle, le coup d'envoi pour la réalisation d'une usine de fabrication de profilés d'acier tubulaire et parallèlement d'une unité de préfabriqué en béton a été donné jeudi dernier. Ce qui est un «véritable encouragement» pour le DG de MartiMétal, d'autant plus que le projet en question est implanté sur un site dans la zone industrielle de Batna appartenant à Batimétal, ce qui fera dire à Torres Couto que «la structure déjà disponible nous permet d'aller vite dans la réalisation des ouvrages déjà engagés comme celui à réaliser en mars prochain». «Il s'agit d'une usine de fabrication de charpente métallique tubulaire tridimensionnelle, et parallèlement d'une unité de préfabriqué en béton qui entrera en production en mars prochain. «L'unité de fabrication de béton viendra faciliter le montage de la charpente métallique», a expliqué Hacem Yahy, P-DG de Batimétal immobilière et représentant du P-DG du groupe Batimétal, Boudjema Talai, qui actuellement se trouve en déplacement. Ce projet, poursuivra M. Yahy, s'étend sur un terrain de 53 733 m² dont 15 417 m² construits. Représentant un investissement de 1,6 milliard de dinars, d'une capacité de production annuelle en acier évaluée à 20 000 T, cette usine, dont les travaux de réalisation démarreront incessamment, générera pas moins de 250 emplois directs. D'ailleurs, indiquera le DG de MartiMétal, filiale du groupe Batimetal initiatrice de ce projet industriel, l'opération de recrutement des employés est d'ores et déjà entamée auprès de l'ANEM de Batna. Par ailleurs, outre divers fournisseurs, l'acquisition de la matière première se fera à travers le marché national, en premier lieu auprès des filiales du groupe Batimetal, en l'occurrence Alrim et Cotrans. Ainsi, l'installation de cette usine initiée par MartiMétal ainsi que celle récemment de General Electric Algeria pour la réalisation d'un complexe industriel pour la fabrication

de turbines à gaz sont «de grandes opportunités pour la wilaya». Et pour cause, expliquera Hocine Mazouz, wali de Batna, «la charpente métallique tubulaire multidimensionnelle que fabriquera l'usine de MartiMétal sera utilisée pour la réalisation des grandes infrastructures inscrites sur le programme de développement de la wilaya, notamment le stade de Batna d'une capacité de 30 000 places ainsi qu'une grande piscine olympique, entre autres. L'implantation de cette usine à Batna impliquera forcément une réduction des coûts, et des prix compétitifs». A cela s'ajoute, poursuivra le wali de Batna, «la création de 250 postes d'emploi, les impôts à verser au profit de la collectivité locale». Rappelant le coup d'envoi donné plus tôt dans la matinée pour le lancement des travaux de réalisation de l'autoroute des Hauts-Plateaux, particulièrement ceux de la première section de ce projet entre Batna et Khenchela sur 102 km, il estimera qu'il s'agit de grands projets structurants qui profiteront également aux wilayas limitrophes de Batna. «Les projets d'infrastructures à eux seuls ne sont pas suffisants, il faut également des projets d'investissements créateurs de richesses et d'emplois pour que le développement soit entier». L.N.B.



Ph/E. Soraya/J. A.

— Hacem Yahy, P-DG de la filiale Batimétal promotion immobilière : —
«En plus des grands ouvrages sportifs, aller vers le logement industriel»



Hacem Yahy, P-DG Batimetal Promotion Immobilière

Le Jour d'Algérie : La réalisation de cette usine vient se concrétiser, un mois à peine après la naissance de MartiMétal...

Hacem Yahy : Tout à fait. Maintenant nous sommes en phase de réalisation de l'usine qui sera opérationnelle en principe à la fin du mois de mars. Sa production sera de quelque 20 000 tonnes d'acier métallique tubulaire tridimensionnel qui va générer pas moins de 250 emplois, pour un coût global du projet de 1,6 milliard DA.

Quel est le plus qu'apportera Martifer au groupe Batimétal qui est une référence dans le domaine ?

Il est vrai que Batimétal est une référence en matière de charpente métallique, mais le procédé de charpente métallique tubulaire est nouveau en Algérie. C'est le plus qu'apportera Martifer, par le biais de l'entreprise mixte MartiMetal, à travers l'engineering et les compétences desquelles nous

essaierons de profiter au maximum pour acquérir le nouveau type de technologie afin de réaliser non seulement les grands ouvrages sportifs, mais aussi pour industrialiser le logement.

Ce procédé exige une main-d'œuvre spécialisée, comment comptez-vous faire avec le personnel de Batimétal ?

Le recrutement se fera localement à Batna, à travers les bureaux de l'Anem (Agence nationale de l'emploi). Une formation sera ensuite assurée sur le site. Là, il est évident que le personnel de Batimétal profitera également de cette formation. La formation se fera également à l'étranger. Il s'agit de formation dans tous les secteurs que peut nous apporter la société Martifer, c'est-à-dire l'engineering, l'étude, la réalisation, la conception et la fabrication du produit, en l'occurrence la charpente métallique tubulaire tridimensionnelle.

L.N.B.

— Belmiro Torres Couto, DG de MartiMetal à propos du climat des affaires en Algérie : —
«L'Algérie s'est modernisée»



Belmiro Torres Couto, DG MartiMetal

Le Jour d'Algérie : Quelques semaines après la naissance de MartiMétal, vous êtes à Batna pour la construction d'une usine de fabrication de charpente métallique tubulaire tridimensionnelle... Est-ce un encouragement pour vous ?

Parfaitement, MartiMétal est un projet né d'un partenariat Batimetal-Martifer Construtions qui représente une valeur ajoutée aussi bien pour le groupe Batimétal que pour Martifer. Pour l'usine de Batna, nous avons trouvé déjà la structure qui appartient à Batimétal, ce qui nous permet d'avancer rapidement dans la réalisation de cette usine de fabrication de charpente métallique tubulaire tridimensionnelle destinée aussi bien pour les infrastructures sportives certes, les centres commerciaux, les aéroports, mais aussi pour d'autres telles que la réalisation, en mars prochain, d'une structure tubulaire géante de 3 600 tonnes d'acier (le réfrigérateur) au profit du projet de la

centrale thermique à Djelfa.

Le partenariat avec Batimétal est une première étape pour vous ?

Tout à fait. Nous avons des ambitions dans le marché de la construction, du logement, surtout que nous disposerons de cette unité de préfabriqué en béton. Pour l'instant, on démarre.

Nous avons des projets sportifs, celui pour la centrale de Djelfa. Ceci dit, nous avons d'autres créneaux que nous voulons développer en Algérie, et pourquoi pas d'autres usines à implanter dans l'ouest algérien pour agrandir l'activité.

Quoi qu'il en soit, pour moi le partenariat avec Batimétal est excellent. C'est un partenaire complémentaire aussi bien en termes de capacités, de savoir-faire que dans la connaissance du marché. Pour Martifer c'est une opportunité d'entrer sur un tapis d'or sur le marché algérien. Batimétal est un partenaire idéal pour un partenariat gagnant-gagnant.

Actuellement, le cadre réglementaire régissant différents aspects de l'économie nationale est en pleine refonte. Qu'appréhendez-vous dans le marché algérien ?

C'est un signe de la dynamique du marché algérien dans sa capacité de se rénover et les institutions algériennes veulent réellement donner un nouveau souffle à l'économie algérienne. Bien sûr, aujourd'hui encore nous faisons face à une bureaucratie typique dans les administrations. Mais cela ne concerne pas seulement l'Algérie, cela se passe partout dans le monde où les gouvernements cherchent à améliorer et alléger les procédures économiques. Sur cette question, je pense que même s'il y a encore des améliorations à apporter, l'Algérie petit à petit est arrivée à se moderniser, à alléger les procédures administratives. D'ailleurs, la création de notre entreprise en est une belle preuve. Maintenant, nous, investisseurs, devons suivre la législation locale.

L.N.B.

Entretien accordé par le ministre de la Communication à TSA

La riposte par l'éthique de Hamid Grine

■ Hamid Grine, ministre de la Communication, a accordé à nos confrères du journal électronique Tout Sur l'Algérie (TSA) un entretien dans lequel, en répondant notamment aux attaques dont il a fait l'objet, il rappelle, avec la rigueur éthique qu'on lui connaît et dont il fait son cheval de bataille, les contours du «cercle vertueux» qu'il souhaite et surtout qu'il compte imprimer à la presse algérienne. Cette vision à la fois politique, morale et professionnelle que lance pour la première fois dans notre pays un ministre de la Communication, lui-même journaliste, de par le caractère audacieux qui l'irrigue de part en part, tout en étant accueillie avec espoir et réconfort par de larges pans de la corporation, ne manque pas de se heurter, comme prévu d'ailleurs, à de fortes résistances, certes limitées à un cercle restreint d'organes. Celles-ci émanent des forces d'inerties des «grands journaux», ainsi auto-proclamés au mépris du Smig d'objectivité et de solidarité, qui redoublent de férocité en matière de pression et d'articles qui font fi, ainsi que le rappelle Hamid Grine, des bases éthiques et déontologiques, auxquelles ils substituent leurs carburants habituels, la calomnie et la diffamation. Le lecteur découvrira dans cet entretien mené sans complaisance aucune, ainsi que l'atteste la nature des questions, des arguments liés à l'exercice de la profession et à la publicité, déclinés dans une démarche de conviction et de sérénité, pour mieux appréhender cet univers de la presse en Algérie et de sa composante plurielle à laquelle le ministre tend la main pour l'objectif commun d'une «grande presse professionnelle».

N. Stambouli

TSA : Le journal El Khabar vous a accusé publiquement de faire pression sur des annonceurs privés...

Hamid Grine : L'article auquel vous faites allusion était injurieux, diffamatoire et insultant à l'égard de ma personne. Le journal m'accuse de faire pression sur des entreprises privées, sans apporter la moindre preuve confirmant du coup l'urgence de poser des règles professionnelles dans le métier. Je lutte contre la diffamation et l'insulte et ce journal me diffame et m'insulte ! Je lui dis : merci de prouver à tous les observateurs le bien-fondé de notre démarche.

Je suis pour la liberté d'expression la plus totale à condition qu'elle soit expurgée de son acné qu'est la diffamation. On veut critiquer l'action et le programme du gouvernement, on veut critiquer une politique ? Rien de plus normal. Mais qu'on y mette les formes. On n'a pas le droit de blesser, on n'a pas le droit d'insulter ou de mépriser, on n'a pas le droit de frapper bas. Le journaliste n'est pas au-dessus des règles de l'éthique et de la loi. Donc je suis pour tout débat, toute forme d'expression à condition qu'il n'y ait pas violence, qu'il n'y ait pas atteinte aux personnes. C'est d'ailleurs de cette manière qu'on peut se développer, en confrontant les idées.

Je reviens à ma conception du cercle vertueux qui a tant déplu à certains titres et qui m'a valu ces attaques. Je m'explique : l'annonceur vertueux qui a une gestion transparente et éthique ne doit associer son image qu'à un média vertueux. C'est quoi un média vertueux ? C'est un support qui n'attaque pas, qui ne diffame pas, qui croise l'information, qui s'en tient aux faits et non aux personnes, qui assure la couverture sociale à ses employés, des salaires dignes, un contrat clair et toutes les conditions de travail, qui consacre 2% de ses bénéfices à la formation des journalistes...

Pour que le cercle vertueux soit bouclé, il faudrait que le journaliste soit vertueux, c'est-à-dire qu'il n'écrive pas les articles sous la contrainte, qu'il se préserve de toute corruption, qu'il vérifie l'information. Il est évident que beaucoup d'annonceurs ont compris le message et qu'il était nécessaire de développer la presse et de la moderniser sur des bases saines et déontologiques. Une presse libre et pro-

fessionnelle, voilà ce que veulent les annonceurs et voilà ce que nous cherchons à faire et à encourager.

Maintenant, je réitère ce que j'ai dit : toutes les pressions, toutes les attaques, quelle que soit leur nature ne me feront pas reculer. Le projet de professionnalisation que nous menons depuis un certain temps, selon les instructions de son excellence le président de la République, sera achevé quels qu'en soient le prix et les entraves.

Pour que les choses soient claires et dites définitivement, je réitère mon appel aux annonceurs : ne prenez pas comme supports publicitaires des journaux qui diffament et qui insultent. Maintenant, il est évident que si certains journaux se reconnaissent dans cette description, je n'y peux rien ! Ils n'ont qu'à changer.

J'ai reçu de très nombreux messages de soutien me disant que nous sommes sur la bonne voie pour professionnaliser la presse. A l'heure où je vous parle, il y a plus de 1 300 dossiers qui ont été déposés au niveau de la Commission provisoire de la carte de journaliste professionnel, alors que déjà 1 200 d'entre eux ont été traités. Donc, les journalistes répondent en masse à notre projet de professionnalisation. Qu'un, deux ou trois directeurs de journaux soient contre ne m'émeut pas. Moi, ce qui m'importe, ce sont les 4 000 journalistes qui veulent améliorer leurs conditions de travail et s'inscrire dans la modernité et le professionnalisme.

El Khabar se dit attaqué pour sa ligne éditoriale.

Je ne me suis jamais attaqué à ce journal. Et puis, parlons de sa ligne éditoriale. Diffamer, insulter, c'est une ligne éditoriale ? Il y a d'autres journaux qui ont une ligne éditoriale dure par rapport à notre action. Pourtant, il n'y a aucun problème avec ces supports, tout simplement parce qu'ils respectent les règles du métier.

Ce journal m'a attaqué sur ma vie privée, mais je n'ai rien dit. Les choses sont claires, le ministre n'est pas attaqué sur sa politique, mais sur sa personne. J'aurais aimé que ce fût le contraire. Alors, je vais le répéter franchement : un journal qui diffame l'Etat n'aura pas la publicité de l'Anep parce que c'est cette publicité qui intéresse le journal que vous avez cité.



Ph/E. Soraya/J. A.

Justement, le monopole de l'Anep et sa gestion opaque est un problème qui est souvent dénoncé...

Je vais commencer par vous citer un exemple. Il y a un journal à fort tirage qui bénéficiait de la publicité d'un opérateur assez important. Dès lors que cet opérateur a cessé de donner de la publicité, il a été attaqué à plusieurs reprises par ce journal. Aujourd'hui, je me pose la question : si un jour l'Anep n'a plus le monopole de la publicité publique, vous imaginez les dégâts, si on laisse les entreprises publiques choisir seules leurs supports. Des entreprises publiques vont certainement subir toutes les attaques de la part de supports qui n'auront pas leur «part». Cela correspond parfaitement au chantage qui est pratiqué aujourd'hui vis-à-vis d'opérateurs privés.

Alors, moi je dis non, car je sais qu'on ne peut développer l'information et la communication dans notre pays et les moderniser sans éthique. Je le répète : nous sommes pour la critique d'une politique, d'une d'action, mais je m'élève contre la diffamation. La gestion de l'Anep n'est pas opaque, elle répond à des règles de déontologie et des objectifs de communication des annonceurs.

Donc, selon vous, c'est le ministre en personne qui est visé. Pourquoi ?

On s'attaque à la mission du ministre parce que notre projet de professionnalisation est en

train d'aboutir. Il y a un consensus chez les opérateurs privés qui consiste à ne pas donner de la publicité aux journaux qui diffament et comme par hasard, les journaux qui diffament et qui insultent se sont reconnus. Leur défense a été l'attaque. Au lieu de se poser des questions sur la façon d'exercer leur métier, ils empruntent les chemins contre lesquels nous luttons de toutes nos forces. Je relance un autre message aux opérateurs privés, qu'ils soient nationaux ou internationaux : choisissez bien votre support, ne brouillez pas votre image en l'associant aux journaux qui diffament quel que soit leur tirage.

Ne s'agit-il pas là d'une ingérence dans les choix des opérateurs privés ?

Si vous appelez ingérence l'instauration des règles d'éthique et de déontologie, alors oui, je veux bien endosser le sens de ce mot. Il se trouve que certains journaux ne sont pas d'accord pour l'organisation du secteur. Ces journaux s'opposent à cette démarche de transparence, tout simplement parce qu'ils pensent que l'anarchie et la culture du lobbying et des attaques sont plus profitables pour eux. Messieurs, il est temps de passer à une autre presse. Où est l'ingérence ? Nous avons un rôle de régulateur et nous veillons au respect des règles de l'éthique.

On vous reproche d'accorder la publicité de

l'Anep à des journaux qui ne sortent même pas de l'imprimerie...

Je demande à voir. Je ne me suis pas encore penché sur la publicité de l'Anep, mais je peux aussi vous dire que jusqu'à présent, et à ma connaissance, il y a trois ou quatre critères qui orientent le choix de l'Anep, dont la déontologie et le tirage. Mais le plus déterminant, c'est le choix que fait l'annonceur lui-même. Pour moi, l'éthique et la déontologie sont les critères les plus déterminants. Pour nous, la grandeur d'un journal ne se mesure pas au tirage, mais au respect de l'éthique et des valeurs de la société algérienne. Vous me dites qu'il y a des journaux qui n'ont pas un grand tirage. Je dis que les 80 journaux, environ, qui ont la publicité de l'Anep, font vivre, directement et indirectement, environ 25 000 familles. Il y a des journaux qui tirent à 5 000 exemplaires et qui emploient 200 ou 300 personnes. Il ne faut pas les montrer du doigt.

La démarcation pour nous se fait sur le plan éthique. Un journal à fort tirage qui diffame, manipule et insulte est dangereux pour le lecteur, pour la sécurité publique ainsi que pour la stabilité du pays. Aujourd'hui, je lance un appel à ces journaux qui nous attaquent depuis quelque temps et je leur dis : soyez professionnels. Marchons la main dans la main pour moderniser, professionnaliser et développer notre secteur. Nous avons besoin de tous les journaux, de tous les directeurs quelles que soient leurs couleurs politiques.

L'Algérie a besoin d'une presse libre. Et non d'une presse qui veut s'enrichir avec de la publicité en foulant les principes de l'Etat de droit et de la loi. Je tends la main sur une seule base : celle du professionnalisme, donc de l'éthique et de la déontologie. J'espère que ces attaques stériles s'arrêteront et qu'on passera au dialogue et aux débats constructifs.

Car nous n'avons qu'un pays et ce pays a besoin d'une grande presse professionnelle. Je profite de l'occasion pour rendre hommage à tous les journalistes algériens sans exception, en souhaitant qu'ils fassent les démarches nécessaires pour obtenir leurs cartes professionnelles le plus rapidement possible.

Tout Sur l'Algérie

Pour un investissement de 50 millions de dollars

Marriott va construire six nouveaux hôtels

■ Le groupe privé algérien spécialisé dans les services pétroliers (Red-Med) a signé, jeudi à Washington, un accord de partenariat avec la chaîne internationale d'hôtellerie Marriott portant sur la réalisation de six établissements hôteliers en Algérie pour un investissement de 50 millions de dollars.

Ph. : DR



Par Kamel B.

Signé à l'occasion de la Semaine algérienne consacrée à l'investissement et aux affaires «Doing business in Algeria», dont les travaux viennent de s'achever, il prévoit, dans une première

phase de construire un hôtel de trois étoiles dans la wilaya d'Adrar, a précisé en marge de la cérémonie de signature le patron de Red-Med, Abdelmadjid Fechkeur. «Nous avons ciblé les zones industrielles et portuaires pour la construction de ces

hôtels», a-t-il indiqué, ajoutant que ce partenariat a été concrétisé avec l'appui du ministère de l'Industrie et des Mines et le Conseil d'affaires algéro-américain (USABC). De son côté, Eric B. Jacobs, directeur de développement de la chaîne Marriott,

s'est dit satisfait de la conclusion de cet accord qui consolide la présence de son établissement en Algérie et dans la région MENA. Il s'agit, en effet, du troisième partenariat concrétisé dans le cadre de la rencontre Doing business in Algeria après le mémorandum d'entente conclu la veille par le groupe Amimer Energie et la firme américaine ESTECH portant sur le montage, à Blida, d'une usine de fabrication d'équipements de filtrage électrique, et l'accord signé lundi à Chicago par CIAL Pharma, filiale du groupe ETRHB et l'Américain Varian Medical Systems pour l'acquisition de systèmes de radiothérapie. Par ailleurs, d'autres accords devraient être finalisés à partir du début 2015, à l'image du partenariat entre le groupe de gestion agricole intégrée (GG Filaha) et la compagnie américaine AGCO portant sur le développement du machinisme agricole en Algérie et l'introduction des nouvelles technologies dans le secteur, a précisé le patron du groupe algérien fondé en 2010, Abdelmalek Sahraoui. Un autre accord de partenariat dans le secteur de l'automobile devrait être également conclu l'année prochaine par le groupe ETRHB et une «grande firme américaine», selon les propos de Ali Haddad, président du groupement algérien. Pour rappel, la Semaine algérienne consacrée à l'investissement et aux affaires «Doing

business in Algeria», a ouvert ses travaux lundi à Chicago et s'est poursuivie jeudi à Washington DC avec la participation d'une quarantaine d'opérateurs économiques algériens publics et privés et des cadres du ministère de l'Industrie et des Mines.

K. B./APS

Agriculture Vers un partenariat algéro-français solide et diversifié

LE MINISTRE de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelouhab Nouri, et le ministre français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Stéphane Le Foll, ont plaidé, jeudi à Biskra, pour un «partenariat économique solide et diversifié entre les deux pays». Animant, côte à côte, une conférence de presse en marge d'une tournée dans cette wilaya, les deux ministres ont souligné que l'établissement d'un tel partenariat constitue un «défi commun pour les deux pays», avant de mettre l'accent sur les nombreuses réalisations et projets «en gestation» pour renforcer cette option. M. Nouri a indiqué que des efforts étaient déployés avec son homologue français pour diversifier les échanges dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération dans le domaine agricole, le développement rural et l'agroalimentaire. Il a notamment insisté sur l'intérêt accordé au développement et à l'organisation de la filière bovine dans le cadre de ce partenariat. M. Le Foll a notamment affirmé qu'il se trouve en Algérie pour «un partenariat qui ne soit pas seulement fondé sur des opérations commerciales à court terme, mais sur une dynamique économique pensée pour le moyen et le long terme». Il a rappelé, dans ce contexte, l'annonce, mercredi à Alger, en marge de sa rencontre avec M. Nouri, de la création de deux sociétés mixtes algéro-françaises dans les domaines de la viande bovine et des céréales. Le ministre français, qui est également porte-parole du gouvernement, a fait part de la disponibilité de son pays pour le transfert de technologie et d'expérience pour le développement de la production algérienne. Il a aussi souligné qu'une téléconférence a été organisée ce jeudi par l'ambassadeur de France en Algérie, entre 30 chefs d'entreprises algériennes avec 10 à 15 de leurs pairs français.

Lotfi S.

Coopération minière

Bouchouareb s'entretient avec un responsable américain

La coopération minière entre l'Algérie et les Etats-Unis étaient au centre des discussions tenues jeudi à Washington DC entre le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, et le directeur des programmes au département d'Etat américain à l'Intérieur, Victor F. Lebson. Les entretiens qui se sont déroulés en marge de la Semaine algérienne consacrée à l'investissement et aux affaires

«Doing business in Algeria» dont les travaux viennent de s'achever, ont notamment porté sur la coopération entre les deux pays dans le domaine de la cartographie géologique. «Nous sommes très heureux de ces discussions et nous souhaitons renforcer notre coopération avec les services algériens en charge de la cartographie géologique et les bases de données», a affirmé M. Lebson à des journalistes à l'issue

de l'audience. De son côté, le directeur des mines au ministère de l'Industrie et des Mines, Mohamed Tahar Bouarroudj, présent à la rencontre, a précisé que les discussions étaient surtout axées autour des mécanismes liés au prochain accord entre les deux parties dans le domaine de la cartographie géologique et dont la signature est prévue pour novembre à Alger.

Tarek T.

Cagex

Pour un réajustement approprié des mécanismes d'exportation

Les participants à une journée d'étude sur la promotion des exportations hors hydrocarbures ont appelé, jeudi à Mila, à un réajustement approprié des mécanismes d'exportation afin de les adapter aux normes internationales du commerce et aux marchés extérieurs. Organisée à l'initiative de la chambre d'industrie et de commerce Beni Haroun, en coordination avec la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex), cette rencontre a permis aux intervenants de mettre en exergue la nécessité de «concentrer les efforts des différents intervenants (banques, douanes et impôts) pour promouvoir les exportations hors

hydrocarbures». Le président-directeur général de la Cagex, Djilali Tariket, a mis l'accent sur la nécessité d'instaurer «une culture d'exportation hors hydrocarbures», soutenue par une «approche globale et stratégique» adaptée aux démarches d'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux défis imposés par l'application de l'accord d'échanges libres avec l'Union européenne (UE) et la zone arabe de libre-échange. M. Tariket a appelé, à cet effet, à une mise à niveau des cadres réglementaires régissant les opérations d'exportations des produits algériens, citant à ce propos «l'accélération des

réformes du système de change» qui, selon lui, «entrave les activités des entreprises versées dans l'exportation». De son côté, le président de l'association nationale des exportateurs, Ali Bey Nasri, a estimé que l'Algérie dispose de grandes capacités productives dans diverses filières à travers lesquelles elle peut conquérir les marchés extérieurs. Il suffit pour cela, a-t-il ajouté, que la chaîne de l'exportation soit véritablement efficiente. Cet intervenant, mettant en exergue «l'importance d'encourager les exportations hors hydrocarbures, notamment des produits agricoles», a proposé de «réserver des terres agricoles dont la production sera destinée

à l'exportation». La journée d'étude, tenue à la salle de conférences de la wilaya, en présence des opérateurs économiques et des exportateurs des wilayas de Mila et Jijel, de représentants des banques, des Douanes algériennes et des impôts, a traité divers aspects relatifs aux règlements juridiques et fiscal propres aux exportations. Des exportateurs des wilayas de Jijel et Mila ont évoqué, lors de cette rencontre, «les pratiques bureaucratiques» auxquelles ils font face, notamment dans les banques. D'autres intervenants ont souligné l'absence de main-d'œuvre qualifiée dans la filière de conditionnement des produits destinés à l'exportation.

Ali O.

Adrar

Séminaire sur le développement durable du Gourara

■ Les perspectives de concrétisation d'un développement durable de la région du Gourara ont focalisé les travaux d'un séminaire organisé à Timimoune (220 km d'Adrar), à l'initiative de l'Assemblée populaire communale.

Par Kader B./APS

Animée par des enseignants de différentes universités du pays (Blida, Ouargla, Adrar et Saïda) ainsi que des élus locaux, la rencontre vise à présenter l'état de développement de la région du Gourara, notamment dans les domaines agricole et touristique qui font sa vocation principale, et à mettre en exergue le rôle de la société civile dans l'impulsion de l'action de développement, a indiqué le président de l'APC de Timimoune, Mohamed Salem Nekkar.

La rencontre, qui a été précédée de la signature d'une convention de partenariat entre l'Université d'Adrar et l'APC de Timimoune, a pour objectif de cerner les contours d'un développement durable de la région du Gourara et de valoriser son riche potentiel, économique et socioculturel, susceptible d'assurer l'essor de cette région et d'améliorer le cadre de vie de ses habitants, a-t-il ajouté.

Le séminaire s'inscrit dans le cadre du partenariat mis en place entre l'Université d'Adrar et l'Assemblée populaire de la wilaya pour l'accompagnement des élus dans la recherche de solutions aux problèmes rencontrés en matière de développe-

ment local, en leur prodiguant des conseils académiques basés sur la recherche scientifique, a indiqué, pour sa part, le vice-recteur de l'Université d'Adrar, Abdelfettah Bendahmane.

Lors des travaux de la cette rencontre, placée sous le signe «Legs culturel au service du développement», l'enseignant Miloud Ould seddik, de l'Université de Saïda, a rappelé que les richesses et la diversité du potentiel touristique et agricole dans les régions du Sud en général, et du Gourara en particulier, ne sont pas encore pleinement exploitées, d'où, a-t-il dit, le besoin d'une stratégie impliquant la société civile, les pouvoirs publics et les académiciens, dans le cadre d'une démarche participative.

L'universitaire de Blida, P' Nassim Belhouli, a mis l'accent sur l'importance de mettre au service des collectivités locales la technologie numérique, dans un souci de maîtrise de l'information géographique et son exploitation pour le développement de l'immense espace saharien, notamment dans les domaines agricole et touristique, à l'exemple des expériences du type menées dans des pays arabes telles que la Jordanie et l'Arabie saoudite.



Ph. DR

De son côté, D' Gaoui Bouhanaya, de l'Université de Ouargla, a évoqué le nouveau code communal qui s'appuie sur la dynamisation du rôle de la société civile, en tant que partenaire, pour la réussite des programmes de développement local, en plus de l'exercice de son rôle de contrôle, dans le cadre d'une démocratie participative, basée sur la critique constructive et la formulation de propositions en matière de développement.

Il a soutenu, à ce titre, que plus d'un millier d'associations, activant à travers le pays, sont en mesure de s'impliquer et de contribuer efficacement à l'impulsion du développement local.

Le programme de ce séminaire de deux jours comporte des communications traitant de thèmes liés aux «Perspectives de développement de la commune

de Timimoune», «Etude de la notion et des dimensions du développement agricole et touristique», «Le rôle de la société civile pour un développement local durable», et «les voies d'impulsion du tourisme dans le Gourara, par la valorisation de l'agriculture oasisienne, du système des foggaras et de l'urbanisme saharien».

Des ateliers d'application destinés aux associations, aux élus et aux académiciens, sont également mis sur pied autour des axes de «développement touristique et culturel», «l'hydraulique et l'agriculture saharienne», «l'élu local et le développement», en plus de la présentation de modèles réussis d'expériences d'actions de développement impliquant le mouvement associatif local.

K. B./APS

Ghardaïa

Plus de 80 dossiers de création de petites entreprises approuvés

Quatre vingt six projets d'investissement pour la création de petites et moyennes entreprises (PME) ont été approuvés, depuis le début de l'année en cours, par le Comité d'assistance à la localisation et la promotion d'investissement et de la régulation foncière (Calpiref) de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur.

Ces projets, qui devront générer près de 2 000 emplois directs et autant d'emplois indirects, touchent plusieurs créneaux, dont les industries de transformation mécanique et métallique(22), les matériaux de construc-

tion (15), l'agroalimentaire (31), la chimie et la plasturgie (18), a-t-on indiqué.

Cette dynamique d'investissement reflète l'intérêt accordé au développement de la wilaya pour consolider la dynamique socio-économique locale, à la faveur des chantiers et projets divers lancés dans la région, ainsi que la mise en place d'une série de mesures de soutien et d'accompagnement de l'investissement, selon la même source.

Actuellement, le tissu industriel de la wilaya de Ghardaïa se compose de 4 270 entreprises, dont 3 900 micro-entreprises (moins de trois personnes), 260 petites

entreprises et 50 moyennes entreprises, occupant une population de 17 680 travailleurs, a-t-on ajouté.

La wilaya dispose de deux zones industrielles couvrant une superficie globale de 230 hectares (Guerrara et Bounoura) et de huit zones d'activités totalisant 247 hectares.

Pour renforcer cette dynamique d'investissement dans la région, accompagner et aider les jeunes à intégrer la vie professionnelle, les pouvoirs publics projettent la réalisation d'une nouvelle zone industrielle à Oued Nachou, près de Ghardaïa. A.B.

Tamanrasset

3 700 emplois générés

Quelque 3 717 emplois ont été générés dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), durant les huit premiers mois de 2014 dans la wilaya de Tamanrasset, ont indiqué les responsables de l'agence locale de l'emploi.

Le dispositif a permis l'embauche de 2 240 jeunes (2 001 dans l'administration et 239 dans

le secteur économique), alors que 60 autres demandeurs d'emploi ont été recrutés via la formule des contrats aidés, en plus de 1 417 placements dans différentes sociétés, étatiques et privées, ainsi que des entreprises étrangères activant dans la région, a détaillé le directeur de l'agence de l'emploi, Abdallah Mouldi.

L'agence de l'emploi a recensé l'inscription de 11 096 nouveaux demandeurs d'emploi, durant la même période à travers la wilaya, avec 7 591 inscrits au niveau de l'agence de l'emploi de Tamanrasset et 3 505 dans celle d'In-Salah, a précisé le même responsable, en marge de la caravane d'information sur les activités du secteur de l'emploi,

du travail et de la sécurité sociale.

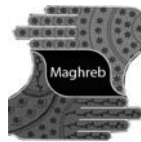
Quelque 2 693 offres d'emploi ont été recensées durant la même période, soit 1 049 offres émanant d'entreprises nationales publiques, 1 185 offres du secteur privé et 459 d'entreprises étrangères opérant dans la région, a signalé M. Mouldi.

Ryad F.

Batna
Une école coranique promue institut de formation des imams

L'ÉCOLE coranique de Dechrat Ouled-Moussa (Batna) sera promue au rang d'Institut de formation des imams, a annoncé vendredi à Ichemoul le ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Mohamed Aïssa. L'école d'enseignement du Coran de Dechrat Ouled-Moussa, un lieu historique pour avoir été le théâtre, il y a soixante ans, de la réunion au cours de laquelle les premières armes de la Révolution ont été distribuées, bénéficiera «graduellement» de ce nouveau statut, a indiqué le ministre. M. Aïssa, dont la visite dans les Aurès coïncide avec la commémoration du 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, a inauguré un dortoir de 200 places dans cette école ouverte en 1995 grâce à des dons de bienfaiteurs. Le ministre a également visité le musée du Moudjahid de Dechrat Ouled-Moussa où il a remis des prix aux meilleurs élèves de l'école coranique ainsi que des livres à l'ensemble des apprenants, avant de présider, dans une ambiance très chaleureuse, une cérémonie de raccordement de 210 foyers au réseau de gaz naturel. M. Aïssa avait présidé, la veille à Batna, l'ouverture d'une journée d'étude ayant pour thème «l'Histoire de l'Algérie et les méthodes d'enseignement des instituts de formation des imams», puis inauguré une nouvelle mosquée avant d'inspecter plusieurs lieux de culte et écoles coraniques. Le ministre des Affaires religieuses a accompli, au terme de sa visite, la prière du vendredi à la grande mosquée du 1^{er}-Novembre 1954.

Farid L.



Libye

Le Premier ministre «prêt» à dialoguer avec ses rivaux

■ Le Chef du gouvernement libyen, Abdallah Al-Theni, a déclaré mercredi à Khartoum qu'il était prêt à engager un dialogue avec les milices anti-gouvernementales afin de régler la crise dans ce pays, «à condition qu'il y ait des concessions de la part de toutes les parties».

Par Zaid G./APS

« Nous ouvrons les portes du dialogue avec nos frères, à condition qu'il y ait des concessions de la part de toutes les parties », a déclaré M. Theni à des journalistes, au terme d'une visite de trois jours à Khartoum.

Il n'a pas donné de précisions sur la nature des concessions. Mais il avait déjà répété à plusieurs reprises qu'il était prêt au dialogue à condition que les milices anti-gouvernementales livrent leurs armes.

Le chef de la diplomatie soudanaise, Ali Karti, avait indiqué la veille que M. Theni avait « accepté un plan proposé par le président (soudanais Omar) al-Bachir pour réunir les différents groupes libyens ».

La teneur de cette proposition sera examinée lors de la prochaine réunion dans la capitale soudanaise des pays voisins de la Libye, avait-il précisé.

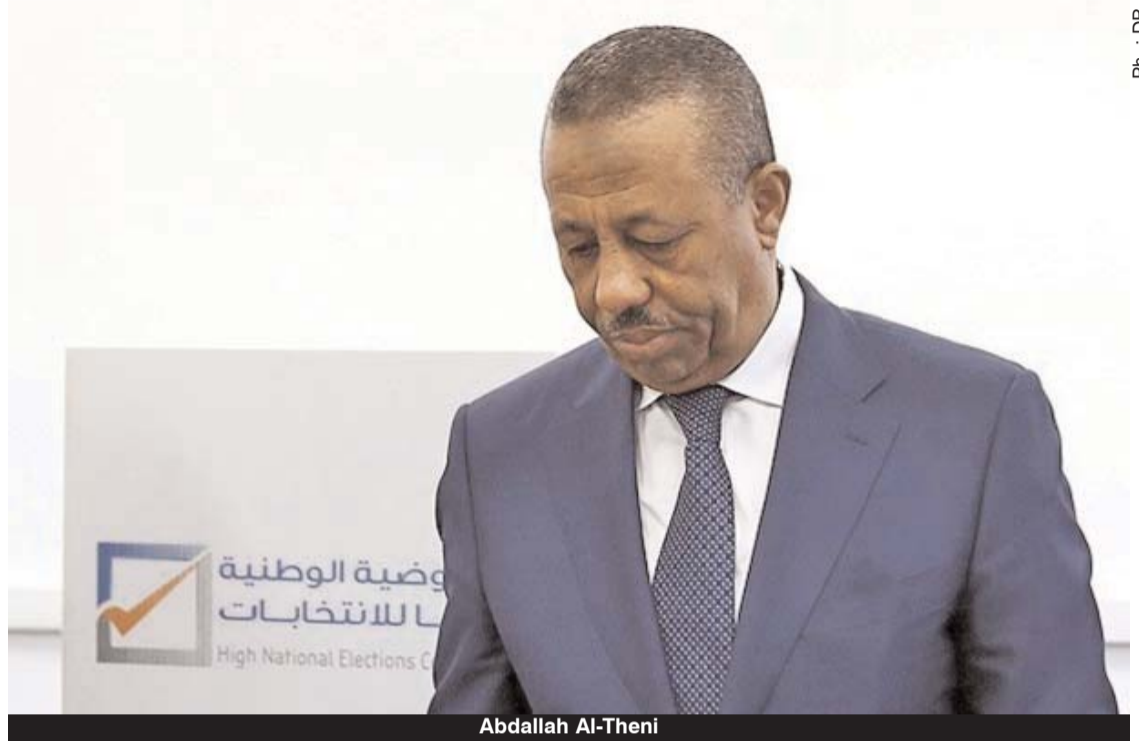
Fin août, la coalition de milices Fajr Libya s'est emparée de Tripoli à l'issue de plusieurs semaines de combats contre des forces pro-gouvernementales, et y a installé un exécutif parallèle dirigé par Omar al-Hassi.

Depuis, le gouvernement

d'Abdallah Theni a choisi de siéger dans l'est du pays, tout comme le Parlement élu le 25 juin.

Début septembre, le cabinet de M. Theni avait accusé Khartoum de soutenir ses rivaux en Libye, en leur livrant des armes, des allégations démenties par le Soudan.

Mercredi, le président soudanais qui s'exprimait aux côtés de M. Theni a assuré que la visite du Chef du gouvernement libyen marquait un retour « à la normale » des relations entre les deux pays. Depuis la chute du régime de Maamar Kadhafi en 2011, la Libye est livrée aux milices face à



Abdallah Al-Theni

des autorités de transition trières qui ravagent le pays. faibles, qui n'ont pas réussi à mettre fin aux violences meur-

Z. G./APS

Au moins dix morts dans des combats à Benghazi

AU MOINS dix personnes ont été tuées mercredi dans la ville libyenne de Benghazi, portant le bilan des affrontements entre forces pro-gouvernementales et des milices à plus de 200 en deux semaines, selon des sources médicales et militaires. Le Centre médical de Benghazi a annoncé avoir reçu dix morts, dont sept civils tués dans la chute d'un obus sur des tentes dressées pour des funérailles dans le quartier d'al-Majouri dans le centre de la ville.

Selon le porte-parole du chef d'état-major de l'armée libyenne qui a appuyé récemment les opérations menées par le général à la retraite Khalifa Haftar, « l'armée poursuit ses opérations militaires contre les islamistes. Aujourd'hui il y a eu

des combats violents et une guerre de rues ».

« Des unités de l'armée ont lancé aujourd'hui un assaut contre des fiefs d'islamistes recherchés », a ajouté le colonel Ahmed al-Mesmari. Les forces aériennes loyales à Haftar ont par ailleurs mené de nouveaux raids, visant notamment des positions du groupe radical Ansar Asharia, selon une source militaire.

Selon un décompte des médias basé sur les bilans des hôpitaux locaux, les combats à Benghazi ont fait 201 morts depuis le lancement mi-octobre d'une nouvelle offensive des forces loyales au général à la retraite, appuyées par l'armée, contre les groupes armés contrôlant la ville depuis juillet.

R.M.

L'escalade verbale du Maroc à l'égard de l'Algérie

«Une mauvaise stratégie», selon Lamamra

L'escalade verbale du Maroc à l'égard de l'Algérie, suite à un incident survenu récemment à la frontière entre les deux pays, est une « mauvaise stratégie de la tension », a affirmé, jeudi à Alger, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

« Le point de vue de l'Algérie (sur cet incident) a été dit et nous nous en tenons à cela. Le reste c'est une mauvaise stratégie de l'escalade, une mauvaise stratégie de la tension, une fuite en avant qui ne servent ni les intérêts bien compris de voisinage, ni les intérêts d'aucun autre pays », a-t-il précisé au terme de ses entretiens avec le ministre des Affaires étrangères sénégalais, Mankeur Ndiaye.

« Je dirais simplement que l'Algérie a dit son mot sur cette question et je réitère cette position. L'Algérie n'est pas responsable des

blessures qui ont été infligées à une personne marocaine de l'autre côté de la frontière », a déclaré M. Lamamra, répondant aux questions des journalistes sur « l'intense escalade verbale des hautes autorités marocaines » contre l'Algérie.

« Ce qui est excessif est insignifiant », a ajouté le chef de la diplomatie algérienne, par rapport à cet incident qui a donné lieu, a-t-il précisé, à une « avalanche » de commentaires « extrêmement négatifs », « parfois malvenus » à l'égard de l'Algérie.

L'Algérie avait déjà rejeté la présentation « fallacieuse » faite par la partie marocaine de la réaction des gardes-frontières algériens, sujets de provocation par un groupe de contrebandiers marocains, ainsi que son exploitation politico-médiatique « abusive » le 18 octobre dernier.

« Le ministère des Affaires étrangères rejette catégoriquement la présentation fallacieuse d'un incident survenu le 18 octobre courant à la frontière algéro-marocaine ainsi que l'exploitation politico-médiatique abusive qui en est faite par la partie marocaine », avait précisé le MAE.

Le ministère avait rappelé que « la réalité est qu'une patrouille de gardes-frontières qui a été ciblée, ce jour-là, par des jets de pierres lancés par un groupe de contrebandiers marocains a réagi d'une manière professionnelle, comme d'habitude, par deux tirs de sommation en l'air qui ne peuvent, en aucune manière, provoquer des blessures à une quelconque des personnes engagées dans l'acte de provocation ».

Gaid O.

Sahara occidental

Accord de coopération entre la CNCPPDH et son homologue sahraouie

Un accord de coopération a été signé mercredi à Alger entre la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH) et son homologue sahraouie.

Le président de la CNCPPDH, Farouk Ksentini, a déclaré à la

presse à l'issue de la cérémonie de signature du document, que l'accord allait permettre aux deux parties d'échanger leurs expériences en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme. Le président de la Commission nationale sahraouie des droits de l'Homme, Sidi Said

Filali, a souligné de son côté l'importance de « la coopération » entre son pays et l'Algérie en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme.

L'ambassadeur sahraoui à Alger, Brahim Ghali, a souhaité pour sa part que la commission sahraouie de protection des

droits de l'Homme – créée en mars 2014 – puisse profiter de l'expérience algérienne, notamment du réseau de ses relations internationales, ce qui permettra, a-t-il affirmé, de mettre à nu les crimes contre l'humanité commis au Sahara occidental.

C.L.

Tunisie Paris affirme «son soutien» après les législatives

LE PRÉSIDENT français François Hollande a réaffirmé vendredi « son soutien déterminé à la Tunisie démocratique » après les élections législatives du 26 octobre marquées par la victoire du parti Nidaa Tounès, a annoncé l'Elysée.

« Le président de la République réaffirme son soutien déterminé à la Tunisie démocratique ainsi que l'engagement de la France à coopérer avec elle dans tous les domaines », indique un communiqué de l'Elysée.

François Hollande, qui « a pris connaissance des résultats des élections législatives en Tunisie », « salue l'engagement du peuple tunisien pour faire aboutir la transition démocratique dans son pays et adresse ses félicitations au parti Nidaa Tounès pour sa victoire électorale », ajoute le communiqué.

Les législatives du 26 octobre, ainsi que la présidentielle du 23 novembre, sont considérées comme cruciales pour bâtir des institutions démocratiques pérennes en Tunisie, près de quatre ans après la révolution. Les résultats des législatives diffusés jeudi ont consacré la victoire du parti Nidaa Tounès qui, avec 85 députés, devance de 16 sièges le parti d'Ennahda. Mais Nidaa Tounès, formation hétéroclite rassemblant des personnalités de gauche, de centre-droit et d'anciens dignitaires du régime de Zine El Abidine Ben Ali, ne dispose pas de la majorité absolue de 109 élus nécessaire pour former un gouvernement.

Ahmed D.



Ukraine

Six soldats tués à la veille du vote séparatiste

■ Six soldats ukrainiens ont été tués en 24 heures dans l'est de l'Ukraine, où les rebelles prorusses, forts du soutien du Kremlin, s'apprêtent hier à tenir les élections pour sceller leur divorce avec Kiev, malgré les avertissements des Occidentaux.

Par Ali O.

«**C**es élections vont donner une légitimité à notre pouvoir et vont nous éloigner encore un peu plus de Kiev», a assuré vendredi Roman Liaguine, chef de la commission électorale mise en place pour ce vote par la «République de Donetsk» autoproclamée (DNR).

Donetsk et Lougansk, deux régions du bassin minier du Donbass ont unilatéralement proclamé leur indépendance en avril dernier, ce qui a provoqué un conflit meurtrier avec les forces ukrainiennes ayant fait plus de 4.000 morts dont 300 ces dix derniers jours, selon l'ONU, malgré un cessez-le-feu instauré début septembre et régulièrement violé.

A la veille du vote, les autorités ukrainiennes ont fait état de six soldats tués en 24 heures dont un à l'aéroport de Donetsk, dévasté, mais dont les deux camps continuent de se disputer le contrôle.

Dans cette situation tendue, les préparatifs pour les élections semblaient bien limités. Dans le quartier Kievski de Donetsk, près de l'aéroport, des militaires interrogés par l'AFP ne savaient pas dire où trouver les bureaux de vote à proximité. Les habitants venus faire leurs courses au petit marché d'à côté, à moitié détruit par les bombardements, n'en avaient aucune idée non plus. Les vendeuses du marché se sont néanmoins dites prêtes à se



Ph. > D. R.

rendre aux urnes. «Nous allons voter contre Kiev, contre les fascistes», a lancé Vera, 45 ans, qui vendait des œufs sous le regard approbateur de ses collègues. Mais l'enthousiasme ne semble pas partout au rendez-vous. «Je ne vais pas voter. Ça ne changera rien», a dit Lioubov Gueorgievna, 75 ans, institutrice à la retraite qui se plaint surtout de ne pas pouvoir dormir la nuit en raison de l'intensité des bombardements.

Ceux-ci ont duré à peu près toute la nuit autour de l'aéroport avant de se poursuivre dans la matinée, au rythme d'une dizaine de tirs d'artillerie par minute, selon les journalistes de l'AFP sur place.

Dans la région voisine de Lougansk, les rebelles ont depuis vendredi intensément tiré sur plusieurs localités à l'aide de mortiers, d'artillerie et de chars, a indiqué le gouverneur régional pro-Kiev. Hier matin, les séparatistes ont commencé à bombarder avec des lance-roquettes multiples le village de Krymske, situé à une quarantaine de kilomètres de

Lougansk et abandonné par l'armée ukrainienne, selon la même source. Le scrutin n'annonce pas de surprises. Dans la DNR, la victoire de son «Premier ministre» Alexandre Zakhartchenko ne fait guère de doute. Dans la «République populaire de Lougansk» (LNR), le «président» Igor Plotnitski devrait être confirmé dans ses fonctions.

Tous les candidats défendent la même ligne: indépendance vis-à-vis de l'Ukraine et rapprochement avec la Russie.

Le nombre de votants est incertain: sur les quelque cinq millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales ukrainiennes avant le conflit, nombreux sont ceux qui ont quitté la région en raison des combats.

Les autorités autoproclamées de la DNR ont néanmoins annoncé que près de trois millions de bulletins avaient été imprimés et que 34 000 personnes avaient déjà voté via internet.

La Russie, accusée par Kiev et les Occidentaux de soutenir militairement les séparatistes, a annoncé cette semaine qu'elle allait reconnaître les résultats de ce vote, qui ne sera observé par aucune organisation internationale. Cette déclaration a été vivement critiquée par Kiev, Bruxelles et Washington. Ces scrutins, s'ils ont lieu, «violeraient la Constitution et les lois de l'Ukraine, ainsi que l'accord de cessez-le-feu du 5 septembre à Minsk», a averti vendredi le Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche. **A. O.**

Afghanistan

Neuf policiers et militaires tués dans un attentat suicide

Six policiers et trois militaires ont été tués hier dans un attentat suicide des talibans dans la province de Logar, au sud de Kaboul, a indiqué à l'AFP Din Mohammad Darwesh, le porte-parole du gouverneur de la province.

"Aujourd'hui, un kamikaze a fait exploser son véhicule contre des forces de sécurité dans le district d'Azra, dans la province de Logar", a précisé le porte-parole du gouverneur de la province, où les talibans sont bien implantés.

"Six policiers et trois soldats ont été tués", a précisé M. Darwesh, ajoutant que "20 civils ont été blessés dans l'attaque". Hamidullah Hamid, le gouverneur du district d'Azra a confirmé l'attaque et donné le même bilan.

De leur côté, les talibans ont revendiqué l'attentat dans un communiqué de leur porte-parole, Zabihullah Mujahid. "Le poste (de police) a été entièrement détruit", précise le communiqué qui revendique la mort de 10 officiers de police locaux. Les talibans exagèrent régulièrement les bilans de ce type d'attentats.

La province du Logar est régulièrement la cible d'attaques des insurgés talibans. La dernière attaque de ce type remonte au 14 octobre dernier, lorsque six



policiers locaux avaient été tués par un groupe de talibans armés. Les policiers, sous-équipés, n'avaient pu se défendre contre les assaillants.

En août, environ 200 talibans avaient lancé une offensive dans la province de Logar, en pleine crise électorale pour la désignation d'un nouveau président.

L'incident de hier intervient à un moment clé pour les forces de sécurité afghanes, alors que le gros des troupes de l'Otan doit quitter le pays d'ici à la fin de l'année, laissant les Afghans pra-

tiquement seuls face aux insurgés.

La saison des combats, qui a pris fin en Afghanistan avec l'arrivée de l'automne, a été particulièrement meurtrière cette année avec d'intenses combats dans plusieurs provinces dont le Logar. En 2015, à la suite de la signature d'un accord de sécurité entre l'Afghanistan d'une part et les États-Unis et l'Otan d'autre part, quelque 12.500 soldats étrangers devraient encore rester sur place.



Points chauds

Effritement

Par Fouzia Mahmoudi

Point de retour triomphal pour Nicolas Sarkozy, son grand comeback, celui attendu par ses partisans et les militants de l'UMP depuis plus de deux ans est considéré comme étant «raté» par une grande majorité de Français. En effet, le retour de Nicolas Sarkozy en politique est «raté» pour 75 % des Français et 48 % des sympathisants de l'UMP, tandis que 77 % des personnes interrogées jugent que l'ex-chef de l'État n'a fait aucune proposition intéressante pour la France, selon un sondage Odoxa pour le Parisien publié samedi. À la question, «Diriez-vous que le retour de Nicolas Sarkozy en politique est plutôt raté ou réussi», 75 % des Français répondent «raté», contre 23 % qui le jugent «réussi». «Mais surtout plus fâcheux», commente l'organisme de sondages, 57 % des sympathisants de droite (contre 41 %) jugent également que ce retour est un échec, ainsi qu'un sympathisant de l'UMP sur deux (48 % contre 50 %). «Résultat plus sévère encore», analyse l'institut de sondage, 77 % des Français estiment que, depuis son retour, Nicolas Sarkozy «n'a pas fait de propositions intéressantes pour répondre aux problèmes qui se posent à la France». «Signe inquiétant pour l'ancien président : les sympathisants de droite sont une majorité à le penser (58 % contre 41), les sympathisants UDI et FN se montrant particulièrement critiques à l'égard du fond du projet. Quant aux sympathisants UMP, la base électorale de Nicolas Sarkozy, ils considèrent certes majoritairement qu'il fait des propositions intéressantes pour le pays, mais cette majorité est étriquée (54 %). Conséquence de la «défiance» à son égard, Nicolas Sarkozy voit son avance sur Alain Juppé se rétrécir dans sa course à la présidence de l'UMP. Auprès de l'ensemble des Français, Alain Juppé l'emporte haut la main (45 %, soit + 2 points par rapport à il y a un mois, contre 24 %, soit - 4 points). Reste à savoir désormais si ces chiffres se traduiront dans les urnes ou si une mobilisation des supporters de Sarkozy fera pencher la balance en faveur de l'ancien président malgré un début d'effritement de sa popularité à droite.

F. M.

6^e édition du Festival international du théâtre de Béjaïa

Le coup d'envoi avec danse et musique sur un cargo

■ La scène a été montée sur le pont d'un cargo affrété par l'entreprise portuaire et sur lequel plusieurs spectacles se sont alternés.

Par Hocine C.

La 6^e édition du Festival international du théâtre de Béjaïa (FITB) a été inaugurée mercredi soir sur le quai du port de Béjaïa, à bord d'un bateau.

La scène a été montée sur le pont d'un cargo affrété par l'entreprise portuaire et sur lequel plusieurs spectacles se sont alternés.

Un spectacle de danse chorégraphique intitulé *Éléments* a été présenté au public nombreux. Il a été mis en scène par le choré-

graphe Daniel Cardoso et interprété par la troupe de Quorum Ballet, une compagnie portugaise de danse contemporaine. Ce spectacle a été présenté avec un décor constitué d'amas de terre, de céréales, etc. et une boule de cristal pour symboliser et traduire le sujet sur scène.

Quatre jeunes danseurs, deux hommes et deux femmes, ont exécuté la chorégraphie. Ils se sont mis en mouvement pour dessiner avec leurs corps et leurs techniques les quatre éléments de la nature, que sont l'eau, le feu, le vent et la terre. Ils



se lancent la boule de cristal et esquissent, à chaque étape, un tableau représentant ces éléments avec une amplification de

rythme. Le public était invité par la suite à un concert de jazz «Balade musicale», de la troupe «Le jouet musical» de Belgique. Une première pour cette troupe en Algérie. A noter que le festival a connu de légers changements en raison de la défection de certaines troupes dont celles du Maroc et du Yémen.

La pièce «*Servitude volontaire*» du Bénin, qui était programmée à 16h dans la petite salle du TRB, a été reportée à vendredi. Un autre spectacle a été également annulé, «*Le poète comme boxeur*» de Kheiredine Lardjam d'El Adjaouad (France). Avec la défection de ces deux troupes, on compte au total dix-sept pays.

H. C.

Le spectacle «Malhamat El Djazaïr»

Une fresque historique présentée à Alger

Le spectacle «*Malhamat El Djazaïr*» (Epopée de l'Algérie) a été présenté vendredi soir à Alger, à l'occasion du 60^e anniversaire de la révolution du 1^{er} novembre 1954, dans une fresque pleine, servie par une version actualisée qui a tenu compte de l'évolution post-indépendante de l'Algérie.

Mise en scène par Omar Fetmouche sur un texte du regretté Omar El Bernaoui, soutenu par des textes en prose de l'Emir Abdelkader, Abdelhamid Benbadis et Moufî Zakaria, ainsi que les poésies d'Abou El Kacem Khemmar, Azzeddine Mihoubi, Slimane Djouadi et Brahim Seddiki, le spectacle, d'une durée de deux heures, a été conduit par près de 300 comédiens.

De jeunes talents représentant toutes les régions du pays ont raconté au public nombreux du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf les étapes qu'a connues l'histoire de l'Algérie, à travers les différentes dynasties

berbères, la période des vandales, l'arrivée de l'Islam, l'ère coloniale française, la guerre de Libération et la période post-indépendante. De nouvelles scènes sur les événements d'octobre 1988, la tragédie nationale des années 1990, la concorde civile, la réconciliation nationale et la période des réalisations de projets socio-économiques ont constitué la suite de la version présentée en 1994 de «*Malhamat El Djazaïr*».

Le spectacle, inscrit dans le registre du théâtre de l'épopée, a été conçu dans une vision moderne, usant de techniques audiovisuelles où la projection d'images et de vidéos ainsi que le play-back pour les dialogues et les chansons, ont donné plus de présence aux événements, les rapprochant ainsi de la réalité.

La trame, menée par Mohamed Adjaïmi dans le rôle du narrateur et Betouche Lamia dans celui de l'Algérie, a reposé sur des «*référénts collectifs*» évoluant dans un rythme soutenu où les différentes étapes de l'histoire de l'Algérie ont été rendues dans des situations génériques. «*Nous avons pris le soin de rendre au public l'épopée de l'Algérie par la profondeur esthétique et artistique, laissant les détails de l'histoire aux historiens*» a indiqué Omar Fetmouche.

A la manière de Peter Brook, sur une scène vide qui offrait généreusement son espace aux comédiens, le spectacle a évolué, accueillant des décors suggestifs au fur et à mesure de son évolution dans une scénographie signée Boukhari Habbal.

L.B.

Festival du film d'Abou Dhabi

Le réalisateur Lyes Salem primé

Le réalisateur algérien Lyes Salem a reçu vendredi soir le «Prix du meilleur réalisateur du monde arabe», pour son dernier film «*El Wahrani*» (l'Oranais), au 8^e Festival du film d'Abou Dhabi (Emirats arabes unis), a-t-on indiqué sur le site Internet de l'événement.

Réalisé en 2014, ce second long métrage de Lyes Salem était en compétition parmi 19 films d'Europe, d'Asie et d'Afrique dans la catégorie «Afaq Djadida»

(nouveaux horizons), dédiée aux «*premier ou second film d'un cinéaste*».

Cette fresque historique de 120mn relate le parcours de deux amis, Djâafar (Lyes Salem) et Hamid (Khaled Benaïssa), compagnons de lutte qui se retrouvent à la fin de la guerre de Libération nationale pour construire, chacun à sa manière, l'Algérie indépendante.

Co-produit par les sociétés privées «Leith Media», «Dharamsala» et par

l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), ce film avait valu à Lyes Salem le «Valois d'or» du meilleur acteur en août dernier lors du Festival du film francophone d'Angoulême (France).

Après une avant-première à Alger et une projection à Béjaïa, la sortie de ce film dans les salles algériennes est prévue pour ce mois de novembre avant d'être distribué en France.

F.H.

Manifestation «Lecture en fête» à Saïda

Une ambiance festive

La 4^e édition de la manifestation locale «Lecture en fête» a débuté jeudi à Saïda, dans une ambiance festive et aux rythmes de la musique traditionnelle, interprétés par des troupes locales qui ont défilé à travers les artères de la ville.

Le programme de cette manifestation devant se prolonger jusqu'au 13 novembre, comprend des représentations théâtrales qui seront données par des troupes de Saïda, Tipasa, Ain Defla, Chlef, Oran, Constantine, El Eulma et Sétif.

Il est prévu également l'organisation de concours de la meilleure nouvelle, de la

meilleure étude de texte et de littérature au profit des enfants et des élèves des différents établissements de la wilaya.

Des ateliers seront proposés aux personnes désirant s'initier au dessin, à l'expression écrite, à l'étude de texte et à la littérature destinée aux enfants.

Ces ateliers seront mis sur pied au niveau des bibliothèques de lecture publique de Sidi Boubekeur, Ouled Brahim, Ain Lahdjar, Hassasna et Saïda.

Des spectacles de magie et de clown figureront également au menu de la manifestation.

D.R.

Salon international du livre d'Alger Forte présence culturelle française

L'INSTITUT français d'Algérie participe à la dix-neuvième édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), qui accueille du 30 octobre au 8 novembre des invités venus de quarante-trois pays dont les éditeurs français Hachette International, Gallimard, Flammarion ou Les Éditions du Sud. L'Institut français d'Algérie invitera à cette occasion le public à rencontrer des auteurs et des artistes comme l'écrivain Maïssa Bey, le professeur Guy Dugas, le professeur Gilles Kepel ou le photographe Armand Vial. La deuxième édition du prix de la nouvelle fantastique sera lancée le 4 novembre. Des «mini cours» de français pour les juniors seront organisés ainsi que des présentations de la médiathèque numérique Culturethèque et de Campus France. TV5 Monde enregistrera une émission spéciale de Maghreb Orient Express et le présentateur Mohamed Kaci rencontrera ses auditeurs sur le stand de l'Institut français. Des grands témoins de l'amitié franco-algérienne, tels Dominique Wallon, ont par ailleurs été invités dans le cadre des commémorations du 1^{er} novembre 1954. Cette présence française renforcée témoigne de l'intensité des échanges et de la coopération entre la France et l'Algérie dans le domaine de la culture et du livre.

Communiqué

Agenda culturel

Palais des Expositions des Pins-Maritimes
Jusqu'au 8 novembre :
19^e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila).

Musée national des Beaux-Arts
Jusqu'au 22 novembre :
Exposition «De papier et d'aquarelle», avec les artistes Djahida Houadef et Safia Zoulid.

Palais de la culture Moufî-Zakaria
Jusqu'au 31 janvier 2015 :
7^e édition du Salon d'automne des arts plastiques (vernissage le jeudi 31 octobre à 17h).

Galerie Dar El-Kenz
Jusqu'au 6 novembre :
Le quatorzième salon d'automne du petit format, avec les artistes Bettina Heinen-Ayech, Briki Amar, Hellal Zoubir, Sellal Zohra, Taïbi Rachid, Souhila Belbahar, Skenazene Samia, Meriem Aït El-Hara, Karima Sahraoui, Rahmani Abdelghani, Djeflal Adlene, Massen Mohamed, Salah Malek, l'Iranien Shahriar.

Palais des rais, Bastion 23
Jusqu'au 6 novembre :
Exposition photographique sur les villes archéologiques et historiques du Mexique. Intitulée «Mexique : villes du patrimoine mondial», l'exposition englobe des photographies de 32 sites archéologiques classés au patrimoine mondial de l'Unesco, dans 11 villes mexicaines.

Galerie EZZOUA'ART
Jusqu'au 10 novembre :
Exposition-vente de peinture «la musique et les danseurs... d'ici et d'ailleurs» de l'artiste Mira Naporowska.

Coup-franc direct



Des milliards et pas de vision

Par Anouar M.

Le club le plus populaire d'Algérie, le Mouloudia d'Alger a, encore une fois, mordu la poussière et s'est incliné à domicile face à la JSK. C'est la défaite de trop pour le club qui se trouve maintenant à la 12^e place et ce malgré les milliards investis dans ce club qui a ramené des joueurs en leur accordant les salaires les plus élevés dans le Championnat national. Les responsables du club pensaient que l'argent est tout dans le football et que tout marchera sans se soucier d'autres facteurs dont celui de la gestion et d'une stratégie claire et d'une vision éclairée de la situation du club. Verser des salaires faramineux à des joueurs chouchoutés n'est pas vraiment la solution à adopter pour monter un grand club et rendre le sourire à ses nombreux fans qui attendent que leur équipe domine le Championnat et montre de belles dispositions lors des différents matches. Etre le club le plus riche n'est pas vraiment un argument pour automatiquement dominer le Championnat et les responsables du Doyen se doivent de revoir leur manière de gérer ce grand club aux pieds d'argile qui doit retrouver son lustre d'antan car cela continuera de cette manière si rien n'est fait pour amorcer un changement au plus vite et qui sera salutaire pour le club.

A. M.

Ligue 2 Mobilis (10^e journée)

Le MC Saïda seul aux commandes

LE MC SAÏDA, difficile vainqueur du CRB Aïn Fekroun (1-0) a pris seul les commandes du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football devant de deux longueurs son ex-co-leader la JSM Béjaïa accrochée par l'ESM Koléa (1-1) et l'O Médéa qui a disposé du RC Relizane (2-0), lors de la 10^e journée disputée vendredi. Le MC Saïda sous la conduite de l'entraîneur Abderrahmane Mehdaoui a souffert le martyr pour venir à bout d'une coriace équipe du CRBAF (1-0). Les partenaires de Benchergui ont attendu la 87^e minute pour trouver la faille dans la défense adverse grâce à un but de Ferloul. Les visiteurs ont terminé la partie à neuf après l'expulsion de Naïli et Benalem qui ont longtemps contesté le but. La JSM Béjaïa qui restait sur un nul sur sa pelouse face à l'US Chaouia (2-2) lors de la précédente journée, a été forcée une nouvelle fois au partage des points par l'ESM Koléa (1-1). Cueillis à froid par un but de Abrous dès la 3^e minute, les joueurs de Ali Fergani ont répliqué à l'ultime minute de la première période sur un penalty de Chibane. La meilleure opération de la journée est l'œuvre de l'O Médéa qui a dominé le RC Relizane (2-0). Deux réalisations de Drifel et Akrouf ont permis aux protégés de Mustapha Biskri d'engranger trois précieux points et se hissent à la deuxième place en compagnie de la JSMB à deux points du leader. L'US Chaouia confirme au fil des journées son retour en force en battant non sans mal le WA Tlemcen (1-0) grâce à son baroudeur Lamhane à vingt minutes de la fin. Grâce à cette victoire, les «Chaouis» remontent à la quatrième place à trois points du premier. De son côté, l'USM Blida (5^e) est revenue avec un précieux

point de son difficile déplacement à Bordj face au CABBA (1-1). Le buteur Noubli a ouvert la marque pour les Blidéens à la 19^e minute, mais la réaction des locaux a été instantanée avec une égalisation de Zerguine quatre minutes plus tard. La journée est marquée également par les victoires de l'A Boussaâda et le DRB Tadjenanet contre respectivement l'AS Khroub (2-0) et l'USMM Hadjout (1-0). En bas de classement, l'AB Merouana qui s'est contenté du point du match nul dans le derby contre le CA Batna (0-0) reste scotchée à la dernière place à trois points de l'avant-dernier l'USMMH. L'ESM Koléa est pour l'instant premier reléguable.

Résultats et classement

ABS-ASK	2-0
OM-RCR	2-0
USC-WAT	1-0
ESMK-JSMB	1-1
MCS-CRBAF	1-0
CABBA-USMB	1-1
DRBT-USMMH	1-0
ABM-CAB	0-0

	Pts	J
1. MC Saïda	20	10
2. JSM Béjaïa	18	10
— O. Médéa	18	10
4. US Chaouia	17	10
5. USM Blida	16	10
6. RC Relizane	14	10
— A Boussaâda	14	10
— DRB Tadjenanet	14	10
— CA Bordj Bou Arréridj	14	10
10. CA Batna	13	10
11. WA Tlemcen	12	10
— CRB Aïn Fekroun	12	10
— AS Khroub	12	10
14. ESM Koléa	10	10
15. USMM Hadjout	9	10
16. AB Merouana	6	10

Mondial 2015 de handball (Préparation)/Tournoi des quatre nations

La sélection nationale perd face à l'Argentine

LA SELECTION algérienne de handball (messieurs) s'est inclinée face à l'Argentine (27-15), (mi-temps : 13-7) vendredi soir à Sao Paulo en match comptant pour le Tournoi international des quatre nations, dans le cadre de sa préparation pour le Championnat du monde prévu à Doha (Qatar) du 15 janvier au 1^{er} février. C'est la deuxième défaite des Verts lors de ce rendez-vous amical après celle face au Brésil (29-27), jeudi. Le Sept national jouera son troisième et dernier match dans ce tournoi samedi face à l'Egypte (20h00, heure algérienne), l'un des ses adversaires lors du Mondial-2015, dans le groupe C composé également

de la France, de la Suède, de la République tchèque et des Emirats arabes unis. Outre ce tournoi, les Algériens seront au rendez-vous avec d'autres stages, inscrits au programme en novembre et décembre, avant le coup d'envoi du Mondial qatari. Les coéquipiers de Mokrani boucleront leur préparation en prenant part au Tournoi international de Bercy (France) du 8 au 10 janvier 2015. Quatre pays : l'Algérie, la France, la Macédoine et le Brésil, prendront part à l'édition 2015 qui a été déplacée de Paris à Nantes (France) en raison des travaux de rénovation de la salle de Bercy.

Ligue 1 Mobilis / 9^e journée (match avancé)

Le CSC s'incline et prolonge sa crise

Le co-leader de la Ligue 1 Mobilis, le CS Constantine, s'est incliné avant-hier soir face au NA Hussein Dey lors du match avancé comptant pour la 9^e journée et qui s'est déroulé au stade du 20-Août d'Alger.



Les Sanafirs souffrent toujours

Par Anouar M.

Les deux buts des Sang et Or ont été l'œuvre du buteur maison du club algérois, Nouri Ouznadji aux 54' et 83'. Ce résultat enfonce de plus en plus la formation constantinoise dans la crise, puisqu'il s'agit du quatrième match sans aucun succès, même si elle reste pour le moment en tête avec 14 points dans son escarcelle. Le Nasria, lui, remonte à la 12^e place avec désormais 9 points dont 7 enregistrés dans les trois derniers matches du Championnat. A noter que le président du CSC, Bentobal, était furieux contre l'ar-

bitrage à la fin de cette rencontre, soulignant que son équipe a été lésée et aurait pu repartir au moins avec le point du nul n'étaient ces erreurs de l'homme en noir. «L'arbitre a été très vicieux et nous a privés d'un penalty en plus du fait qu'il a accordé un but litigieux au NAHD», dira le patron du CSC qui ajoutera que son équipe aurait pu «tuer» le match en première mi-temps si ses attaquants étaient plus lucides. Pour ce qui est du sort de l'entraîneur français, Diego Garzito, il avouera que tout se décidera après une réunion qui sera tenue avec lui et en présence de tous les mem-

bres du conseil d'administration pour décortiquer les raisons de cette énième défaite et cette crise de résultats. Le coach français du CSC, lui, indiquera que la raison de cette baisse du régime est le fait que l'équipe évolue à chaque fois avec un effectif décimé avec le forfait de nombreux joueurs tels que Boulemdaïs et Barty, tous deux blessés. Son homologue du NAHD, Azzedine Aït Djoudi, estime de son côté que sa formation retrouve sa sérénité grâce à ce succès surtout qu'elle quitte maintenant la dernière place du classement.

A. M.

Campagne de lutte contre la violence

Des centaines de familles ont répondu à l'appel, en assistant au match NAHD-CSC

PLUSIEURS centaines de familles ont adhéré à la campagne de sensibilisation contre la violence, parrainée par la Radio nationale «Jil FM» et sous le haut patronage du ministère de la Communication, en assistant en grand nombre au gala organisé vendredi, au stade du 20-Août 55, juste avant le match NA Hussein Dey-CS Constantine. Les parties nord et sud de la 1^{re} tribune leur ont été entièrement réservées, tandis que les fans du NA Hussein Dey ont été placés dans le «virage» et ceux du CS Constantine (450, environ) dans

une partie de la 2^e tribune, qui fait face à la tribune officielle. Les familles ont reçu, dès leur arrivée au stade des tee-shirts et des casquettes portant le slogan «Tous unis contre la violence». Les festivités avaient cependant démarré beaucoup plus tôt pour les dames, les messieurs et les nombreux enfants venus assister à cette campagne de lutte contre la violence, organisée par Jil FM, la Télévision algérienne, la Radio nationale, Mobilis, en étroite collaboration avec l'APC Mohamed Belouizdad, la DGSN et la Ligue du football professionnel (LFP).

Les familles ont assisté, entre autres, à un gala, animé par des chanteurs connus sur la scène artistique nationale, notamment, Hakim Salhi, Lyès K'santini et Noureddine Allan. L'ancien buteur et capitaine d'équipe du CS Constantine, Salim Laïb, avait pris la parole juste avant le coup d'envoi du match NAHD-CSC, appelant les fans des deux clubs au fair-play, tout en leur rappelant «qu'il ne s'agit que d'un jeu qui, en aucun cas, ne devrait susciter une forme de violence ou d'hostilité envers autrui».

FSV Francfort (Allemagne)

Aoudia de retour aux entraînements

L'ATTAQUANT algérien, Mohamed Amine Aoudia, victime d'une grave blessure au genou en février dernier a repris vendredi les entraînements avec son équipe le FSV Francfort, annonce le club de deuxième division allemande de football sur son site officiel. Une photo du joueur, qui souffrait de rupture du ligament intérieur, s'adonnant au travail avec ses coéquipiers a été affi-

chée sur le site. Le joueur de 27 ans, qui avait déjà eu une courte expérience en Egypte sous les couleurs du Zamalek en 2009, a vécu sa première aventure en Allemagne la saison dernière sous les couleurs de Dynamo Dresde. Il était l'un des meilleurs buteurs de cette formation reléguée en troisième division à l'issue de l'exercice précédent, une relégation ayant poussé l'ancien

goleador de l'ES Sétif (Ligue 1, Algérie) à changer d'air et opter pour le FSV Francfort. Convoqué pour quelques fois en équipe nationale sous l'ère de l'entraîneur bosnien, Vahid Halilhodzic, Aoudia a déclaré dernièrement à la presse algérienne qu'il espérait retrouver les Verts dès la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN-2015) pour laquelle l'Algérie est qualifiée plus tôt que prévu.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre Burkina Faso : l'ombre de Sankara

Par Nazim Rochd

L'assassin de Thomas Sankara a été rattrapé par l'Histoire. Il y a 27 ans, le 15 octobre 1987, Sankara a payé de sa vie le fait d'avoir été un homme libre et de dire aux peuples, du monde entier, la vérité sur la Barbarie qui veut gouverner le monde. Une vérité qui, en gagnant la lumière du jour, ruinerait les auteurs des malheurs de l'humanité. Le 4 octobre 1984, dans un discours qui retentit et retentira longtemps encore, l'homme libre a assené, à l'Assemblée générale des Nations unies, des mots brûlants de lucidité, de clairvoyance et d'espoir. Des mots qui disent combien est cynique et trompeuse l'idéologie des prédateurs, relayée à l'infini par des armées d'«experts» et de «spécialistes» en économie, serviles serviteurs d'un ordre inique. Sankara, en une phrase pleine de lucidité, a répondu au mensonge : «Il faut proclamer qu'il ne peut y avoir de salut pour nos peuples que si nous tournons radicalement le dos à tous les modèles, que tous les charlatans de même acabit ont essayé de nous vendre vingt années durant. Il ne saurait y avoir pour nous de salut en dehors de ce refus là. Pas de développement en dehors de cette rupture». Cela fait 30 ans depuis et l'illusion entretenue, que Sankara dénonçait, continue de faire son œuvre destructrice. Elle continue de faire florès dans les doctes forums économiques, les conférences sur le développement et autres rencontres aux promesses féériques. A sa mort, en rejoignant Amilcar Cabral, Patrice Lumumba et tous les martyrs de la liberté, son pays, le Burkina Faso a réintégré la Francophonie et a été engagé dans la géostratégie, de ce sous-impérialisme,

contre les peuples de la région. La Côte d'Ivoire en pâtit, grâce aux manœuvres de déstabilisation qui ont préparé l'intervention directe de l'armée française pour déposer le président Laurent Gbagbo et installer, à sa place, l'homme-lige de la France. Au Burkina, Blaise Compaoré, en Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara. L'échiquier s'en trouve renforcé et, surtout, les velléités d'indépendance neutralisées. Mais le vent semble bien tourner. Compaoré vient d'être renversé par les «hommes intègres», les Burkinabés, qui portaient haut le portrait de Sankara. On ne peut pas dire si le fantôme de l'homme l'a hanté, durant toutes ces années où il a joué magistralement au satrape, on peut être certain qu'il doit, en ces moments, revivre intensément l'ignominie et la trahison dont il a fait preuve. Ceci, non pas qu'il ait un quelconque sens de la dignité ou qu'il soit capable de remords. Ce sera l'attitude des maîtres qu'il a servis, si obséquieusement, qui doit lui provoquer quelques pincements de cœur, quand il a fini par comprendre qu'il ne recevrait aucune aide de leur part, quand ils lui ont signifié qu'il avait atteint le stade de la péremption, quand il devait se retirer au profit du plan B de l'OTAN. Comble de la déchéance, il n'aura pas le simple loisir de participer à l'organisation de sa succession. François Hollande, le président français, qui le tutoie, a dû lui faire très mal, quand il l'avait averti contre tout rêve de maintien au pouvoir. En laquais éconduit, il doit imaginer la colère de ses maîtres du fait d'avoir déclenché une insurrection populaire qui les met dans un bel embarras, au lieu d'obéir docilement à leurs injonctions, en respectant sa constitution.

N. R.

Manifestation à l'aéroport de Tunis contre Bernard-Henri Lévy «BHL dégage !»

DES DIZAINES de Tunisiens ont manifesté dans la nuit de vendredi à samedi à l'aéroport de Tunis-Carthage contre l'arrivée de l'écrivain français Bernard-Henri Lévy, connu pour ses appartenances sionistes, ont rapporté des médias tunisiens.

Les protestataires ont exigé le départ de M. Lévy, aux cris de «BHL dégage» et «Non aux intérêts sionistes en Tunisie», selon les deux radios privées Mosaïque FM et Shems FM.

Les manifestants ont bloqué la sortie principale des visiteurs à l'aéroport, poussant des agents de sécurité à faire sortir l'écrivain par une porte secondaire, a précisé Shems FM.

Ni le ministère tunisien de l'Intérieur, ni celui des Affaires étrangères n'ont été avisés de la visite de M. Lévy, arrivant à Tunis sur le vol 723, en provenance de l'aéroport d'Orly (France), selon des sources citées par des médias.

Samy T.

TUNISIE LA DÉFAITE DES ISLAMISTES AUX LÉGISLATIVES



Djalou@hotmail.com

Aokas

Tentative d'immolation d'une famille

■ C'est à la suite de l'affichage de la liste des bénéficiaires de logements sociaux et la constatation par le père de famille que son nom n'y figurait pas, que l'acte désespéré a été commis.

Par Hocine C.

Une tentative d'immolation par le feu d'une famille, devant le siège de la daïra d'Aokas, a été évitée de justesse mercredi dernier. Il s'agit d'un père de famille de la commune de Tizi N'berbère, accompagné de sa

femme et de ses deux enfants en bas âge. Ce dernier s'est aspergé avec les membres de sa famille d'essence puis menacé d'y mettre le feu avec un briquet. Grâce à l'intervention de citoyens présents sur les lieux, des éléments de la police et des pompiers, le drame a été évité. Cet acte désespéré a été commis, suite à l'affi-

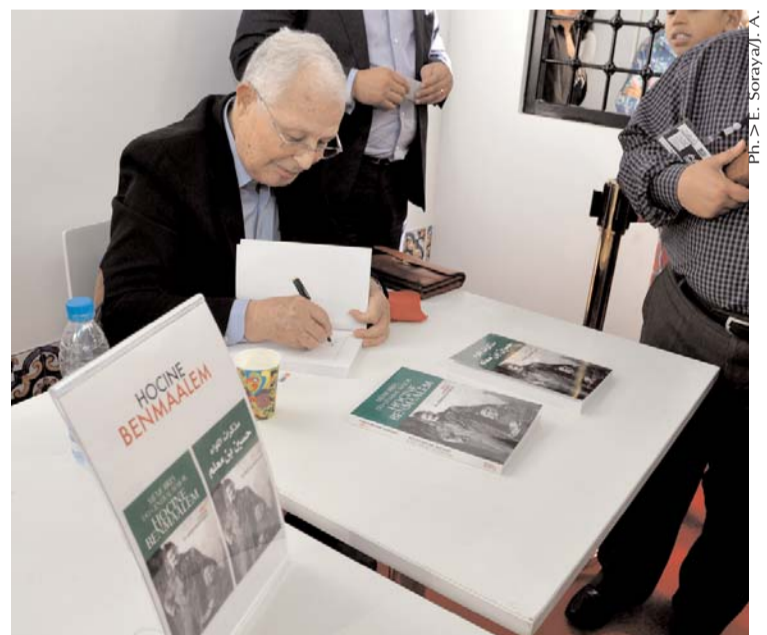
chage de la liste des bénéficiaires de logements sociaux et après que le père de famille ait constaté que son nom n'y figurait pas. La famille a commencé la protestation devant le siège de la mairie de Tizi N'berbère dans la matinée avant de se diriger vers le siège de la daïra pour tenter de s'immoler par le feu.

H. C.

Vente-dédicace des «Mémoires du général-major Hocine Ben Maalem»

Le public au rendez-vous

Le Salon international du livre d'Alger sera marqué cette année par plusieurs rencontres avec des écrivains et des personnalités littéraires et historiques. Une de ces rencontres est la vente-dédicace qu'a animée le général-major Hocine Ben Maalem dans l'après-midi d'hier au stand Casbah édition, qui a édité ses mémoires. «Un public de tous âges est venu aujourd'hui vers moi pour me féliciter pour ce livre et les témoignages que j'ai partagés. Des gens de ma génération et d'autres plus jeunes ont acheté le livre et on a pu parler de divers sujets», nous a-t-il déclaré, en marge de cette séance de vente-dédicace. Interrogé sur les échos de ces mémoires, notre interlocuteur affirme qu'il voulait partager des témoignages sur la guerre de Libération nationale et ses compagnons qui ont sacrifié leur vie pour libérer le pays du joug colonial. Il est à rappeler que les mémoires du général-major Hocine Ben Maalem se veulent un moyen pour lever certaines équivoques sur des événements historiques de notre pays. D'ailleurs, à l'instar du parcours du général-major Hocine Ben Maalem, le livre revient aussi sur des évène-



Ph. > E. Soraya/J. A.

ments historiques de notre pays, des dates de grands événements, les mouvements

politiques et les différentes révoltes.

Abla Selles

Dans un restaurant à Tizi Ouzou Deux blessés dans l'explosion d'une bonbonne de gaz

L'EXPLOSION D'UNE bonbonne causée par une fuite de gaz butane survenue en fin d'après-midi de vendredi dans un restaurant à Azefoune (71 km au nord-est de la wilaya de Tizi Ouzou) a causé des blessures à pas moins de deux personnes,

avons-nous appris de sources locales. Les blessures causées à l'une des victimes sont graves, selon nos sources qui ont précisé que les circonstances exactes de cet accident domestique ne sont pas encore élucidées.

Hamid M.